



Institut français des relations internationales

Rapport d'activité 2006

L'ifri, l'intelligence des
relations internationales

© Photothèque Ifri

Christophe Peus

•

Réalisation : Trocadéro

•

Imprimé en France — juillet 2007

Sommaire

Message du directeur général **page 2**

Le *think tank* français indépendant de référence **page 4**

2006 : le monde vu par les chercheurs de l'Ifri **page 7**

En 2006 : l'Ifri a notamment accueilli... **page 10**

L'Ifri et ses partenaires **page 12**

La recherche **page 17**

Recherche : un réseau international **page 35**

Publications **page 36**

Conférences et débats **page 39**

L'équipe **page 41**

Conseil d'administration et conseil stratégique **page 42**

Annexe financière **page 43**

Le métier de l'Ifri est *l'intelligence des relations internationales*.

Message du directeur général

Nous développons ce métier en étroite coopération avec nos partenaires, personnes physiques ou morales, de toutes nationalités, qui s'intéressent à un point de vue « européen de base française », pour éclairer leurs décisions ou simplement en tant que citoyens : responsables d'organisations publiques et privées impliquées dans la mondialisation, organisations françaises, européennes, mais aussi d'autres continents ; leaders d'opinion et médias de nombreux pays ; milieux académiques, chercheurs, enseignants et étudiants français et étrangers. L'Ifri est une association reconnue d'utilité publique. C'est dire que nos partenaires enrichissent nos travaux autant qu'ils en bénéficient. En particulier, l'une des originalités de l'Ifri depuis sa création en 1979 est une interaction forte avec les entreprises. Celle-ci s'est encore approfondie au cours de l'année 2006 avec la mise en place de grands programmes multi-annuels, tel « Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie ».

L'Ifri est indépendant. En pratique, l'indépendance d'un institut s'évalue à son cadre juridique, à la diversité de ses liens et à l'absence de toute subordination de droit comme de fait. Les comptes de l'Ifri sont transparents et font l'objet de contrôles privés et publics. L'institut s'honore de ses relations fructueuses avec les administrations françaises qui contribuent à sa crédibilité et à son utilité sociale, dans le respect mutuel. L'État n'intervient pas dans la gouvernance de l'Ifri ; il concourt à hauteur de 40 % à ses ressources, un pourcentage peu élevé dans un pays où la recherche est essentiellement financée sur fonds publics.

Indépendant, l'Ifri n'en est pas moins attaché à des valeurs essentielles. Nous croyons à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde et à l'ouverture économique comme moyens fondamentaux de limiter les conflits et d'en favoriser le règlement pacifique. Nous croyons aussi à l'urgence d'élaborer de nouvelles formules de coopération internationale pour traiter les grandes questions issues de la mondialisation, comme la prolifération des armes de destruction massive, la propagation des maladies ou encore le changement climatique et plus généralement la dégradation de l'environnement. Pour autant, nous sommes convaincus que le problème du développement durable,

dans l'acception la plus générale du terme, ne doit pas être abordé dans un esprit idéologique ou néo-impérialiste. L'« Occident » ne détient pas une vérité qu'il lui appartiendrait d'imposer au reste du monde. L'intelligence des relations internationales passe par la compréhension des autres et une coopération constructive avec eux, au-delà des divergences d'intérêt.

Nous considérons la construction européenne comme une œuvre majeure à l'échelle planétaire. Vis-à-vis des États-Unis, des pays issus de l'éclatement de l'Union soviétique ou des puissances émergentes, l'Europe pèsera moins par des discours moralisateurs que par sa capacité à inventer un nouveau type d'unité politique ayant valeur d'exemple. La construction européenne, les relations de l'UE avec son voisinage et avec le reste du monde sont donc au centre de la stratégie de développement de l'Ifri, marquée concrètement par son implantation à Bruxelles depuis 2005.

L'activité de l'Ifri – activité de recherche et d'animation du débat public – se traduit par des « produits » traditionnels – comme les publications et conférences, dont le lecteur trouvera le détail dans ce rapport d'activité et en consultant le site www.ifri.org – mais aussi, et de plus en plus, par des produits nouveaux, à l'image des grands programmes soutenus par des partenaires fortement motivés. C'est l'adéquation toujours plus étroite entre ses produits, anciens et nouveaux, et ses partenaires qui permettra à notre maison d'accomplir sa mutation et de devenir complètement le grand institut de relations internationales européen à base française, dont la nécessité s'impose dans un monde largement dominé par la culture anglo-saxonne.

Thierry de Montbrial,

fondateur et directeur général de l'Ifri,
membre de l'Académie des sciences morales et politiques

photo : Olivier Rollier



A handwritten signature in black ink. The signature is stylized and cursive, starting with a large loop on the left and ending with a horizontal line that extends to the right. The name 'Thierry de Montbrial' is clearly recognizable.



L'Ifri, l'intelligence des relations internationales

Le *think tank* français indépendant de référence

L'Institut français des relations internationales est en France le principal centre de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales.

Inspiré du modèle anglo-saxon, l'Ifri est le premier *think tank* ou « laboratoire d'idées » français. L'institut s'est affirmé dans la durée depuis sa création en 1979 par Thierry de Montbrial. Part intégrante du réseau des plus grands *think tanks* internationaux, l'Ifri a pour mission de réunir acteurs et analystes de la vie internationale, et de mener une réflexion libre et approfondie sur les grands enjeux contemporains. Il a ainsi vocation à :

- développer la recherche appliquée dans le domaine des politiques publiques à dimension internationale ;
- favoriser le dialogue et une interaction constructive entre chercheurs, praticiens et leaders d'opinion.

L'Ifri est indépendant de toute tutelle administrative et financière et n'est affilié à aucun parti politique. Son indépendance, inscrite dans ses statuts, repose sur la diversification de ses sources de financement.

La conjugaison de la recherche et du débat constitue le socle des activités de l'institut. L'un et l'autre s'enrichissent et se stimulent mutuellement.

L'Institut français des relations internationales

Des recherches « *policy oriented* »

Centre de recherche pluridisciplinaire, l'Ifri réunit une trentaine de chercheurs français et étrangers de multiples horizons. Plus de la moitié d'entre eux ont moins de 40 ans. Cette équipe rajeunie est résolument orientée vers l'avenir dans une logique de dialogue et d'ouverture. Les experts de l'institut s'impliquent dans les grands réseaux internationaux et interagissent en permanence avec leurs homologues étrangers.

Les travaux de l'institut, orientés vers l'action (*policy oriented*), s'organisent en différents pôles de recherche régionaux et transversaux appelés à évoluer en fonction de la situation internationale.

Le débat : cultiver la richesse de la diversité

Les recherches de l'Ifri nourrissent et se nourrissent des débats organisés dans un cadre informel et non partisan qui favorise le rapprochement entre chercheurs et décideurs, privés comme publics.

Depuis 1979, l'institut a organisé plus de 1 150 conférences, 95 colloques internationaux et 380 rencontres avec de hautes personnalités françaises ou étrangères, et a accueilli de nombreux chefs d'État ou de gouvernement, comme les présidents Jalal Talabani, Mikhaïl Saakachvili, Abdoulaye Wade et la présidente Ellen Johnson-Sirleaf, entre autres, en 2006.

Publications et diffusion des travaux : offrir des clés pour déchiffrer l'actualité

Les recherches et débats de l'Ifri trouvent écho dans ses différentes collections ainsi que dans des publications d'excellence comme la revue trimestrielle *Politique étrangère*, la plus ancienne revue française de relations internationales, et le rapport annuel RAMSES. Tiré à environ 10 000 exemplaires, RAMSES conjugue une analyse factuelle des événements, une évaluation critique de l'année écoulée et une anticipation des grandes tendances internationales sur l'année à venir.

L'année 2006 a particulièrement illustré la longévité de ces deux publications, qui ont célébré respectivement leurs 70 ans et leurs 25 ans avec des numéros exceptionnels.

Le site Internet <www.ifri.org> est aujourd'hui le premier support de diffusion des débats, travaux et études de l'institut. Dans cette riche banque de données, s'articulent synthèses des dernières publications, *policy papers* et comptes rendus de séminaires, de colloques et de rencontres.

L'institut est également très présent dans l'espace médiatique : en 2006 ses chercheurs ont publié, hors Ifri, plus de 125 articles. Outre de nombreux articles de fond et d'interviews, l'institut et ses experts ont fait l'objet de plus de 1 400 citations et références dans les médias français et étrangers.

Une ambition européenne

Dans un monde globalisé où la France et l'Europe cherchent à redéfinir leur place internationale, et face à la crise du projet européen, l'Ifri a largement affirmé la dimension européenne de ses activités.

Avec son antenne à Bruxelles – Eur-Ifri – ouverte en mars 2005, l'institut s'impose comme un des rares *think tanks* français qui se positionnent au cœur du débat européen. L'Ifri adopte une approche interdisciplinaire associant décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle européenne.

Le bilan de l'année écoulée est à la mesure de ces ambitions. Eur-Ifri a créé un rendez-vous hebdomadaire, les « Mardis d'Eur-Ifri », reconnu sur la place bruxelloise pour la richesse de ses débats, en prise immédiate avec l'agenda communautaire.

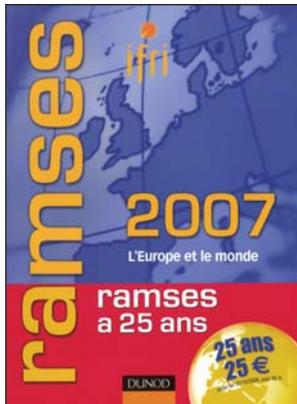
Fort de son expérience et avec son équipe internationale couvrant une large palette de thèmes, l'Ifri est aujourd'hui un *think tank* français et européen tourné vers la prospective, appuyé sur un réseau international unique.

Espace de débat, *Politique étrangère*, la revue trimestrielle de l'Ifri, propose des clés de lecture pour décrypter l'actualité en offrant une tribune à des auteurs de sensibilité différente.

RAMSES, l'ouvrage de référence annuel.

RAMSES

Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies



25^e anniversaire

L'Europe et le monde

« Avec le cru 2007, le RAMSES fête son premier quart de siècle. Voilà vingt-cinq ans que cette encyclopédie annuelle de l'actualité internationale fournit les clés pour comprendre une planète en pleine évolution et décline avec succès, année après année, les nouveaux thèmes de réflexion (altermondialisme, antiterrorisme...) » (Mireille Duteil, *Le Point*, septembre 2006).

« La publication du 25^e RAMSES de l'Institut français des relations internationales est un événement. D'abord parce que cet institut indépendant de recherche [...] est peut-être le meilleur think tank hexagonal. Ensuite, parce que son fondateur, Thierry de Montbrial, y utilise cet outil dans l'exercice périlleux de la géopolitique, "un jugement de plausibilité nourri par l'observation des données" » (Jean-Gabriel Fredet, *Le Nouvel Observateur*, octobre 2006).

Ouvrage collectif publié chaque année sous la direction de Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, RAMSES a consacré son numéro anniversaire à l'Union européenne en pleine crise institutionnelle. En 13 chapitres, RAMSES situe l'Europe sur une planète en évolution, évalue ses interactions avec le monde et s'interroge sur les défis qu'elle devra relever.

Politique étrangère

1936-2006



70^e anniversaire

D'hier à demain : penser l'international
Un numéro spécial

...« La revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales (Ifri), a voulu fin 2006 se retourner sur soixante-dix ans d'histoire et soixante-dix ans de débat international nourri par les grandes signatures qui ont contribué au prestige de la revue. Telles celles de Raymond Aron, Jacques de Larosière ou Louis Massignon. "Qu'est une telle revue, sinon le miroir changeant du monde, son miroir changé par l'analyse ?", se demande à juste titre son rédacteur en chef, Dominique David, en ouverture de ce numéro spécial » (*Regards croisés*, ARTE, mars 2007).

...« Pour son 70^e anniversaire, *Politique étrangère* nous donne l'occasion de relire des contributions des années 1930. De la guerre d'Espagne à l'actualité du terrorisme, de 1936 à [...] 2006, soixante-dix ans de crises, d'espairs, de défis sont balayés. Pour cela, un dialogue entre hier et aujourd'hui est organisé suivant une savante "mise en scène des idées", pour reprendre les termes de Dominique David, rédacteur en chef de la revue phare de l'Ifri ». (*revue L'Histoire*, février 2007).

Rédacteur en chef : Dominique David

Rédaction : Delphine Renard, Marielle Roubach



Thierry de Montbrial
Philippe Moreau Defarges



Pierre Hassner, Dominique David, Ethan Kapstein

2006 : le monde vu par les chercheurs



Thierry de Montbrial, *Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre - Penseurs et bâtisseurs*, 2006.

Europe - L'enjeu : l'émergence d'une culture commune

« Le plus grand défi [...] à relever dans les prochaines décennies est celui de la Culture. On prête ce mot à Jean Monnet : "Si c'était à refaire, je commencerais par la culture." [...] bien entendu, [...] la Culture n'est pas quelque chose qui se décrète. [...] ce sont mille et un ruisseaux qui en font le fleuve ; ainsi l'aspect temporel est-il fondamental, toute notion de culture nous ramenant aussi à une notion de mémoire. Il y a donc un travail de mémoire et un travail de réinterprétation du passé. [...] Il y aura un enjeu subsidiaire : faire en sorte que le brassage à venir, lequel est la condition de l'émergence d'une Culture commune, ne soit pas dans le même temps trop destructeur des identités antérieures, mais préserve la dialectique de l'unité et de la diversité. »



Hans Stark, « The Franco-German Relationship 1998-2005 », in Hanns Maull (dir.), *Germany's Uncertain Power*, 2006.

Le couple franco-allemand et l'Europe de demain

« The Franco-German horizon has become too narrow to represent the whole spectrum of interests of a Europe of 25. In the large Union, the French and German positions have become almost identical compared to those in the new Member States. But, above all, a majority of the European countries are reluctant to any form of "directory", especially when represented by the Franco-German binomial. Bygone are the times when France and Germany spoke "in the name of Europe". If our two countries do not open up to third countries – big and small – we take the risk of being in

a minority, or even marginalised, more and more often, something that would represent a new kind of German "Sonderweg". »



Claire Demesmay, in *Qui sont les Allemands ?*, 2006.

La mémoire de la RDA

« [...] le travail de "rattrapage mémoriel" ne saurait être le seul fait des Allemands de l'Est, pas plus d'ailleurs qu'il ne saurait exclusivement porter sur le passé nazi. La dictature SED fait elle aussi l'objet d'interprétations différentes de part et d'autre de l'Elbe, différences qui sont à l'origine d'un certain nombre de tensions entre "Ossis" et "Wessis". Ces derniers reprochent souvent à leurs voisins de l'Est de ne pas se montrer suffisamment critiques envers leur passé socialiste ; inversement, ceux-ci ont tendance à se plaindre de l'image déformée que ceux-là leur renvoient de la RDA et du détournement de "leur" mémoire collective par l'Ouest. »

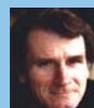


Philippe Moreau Defarges, *Droits d'ingérences. Dans le monde post-2001*, 2006

Des contradictions du droit d'ingérence

« Le droit d'ingérence, dans sa formulation actuelle, apparaît pris dans une contradiction insurmontable. La contradiction de l'espace et du temps, la multiplication des interdépendances, l'institutionnalisation des relations internationales, la transformation de la planète en un espace public entraînent le développement et la banalisation de l'ingérence. Chaque État devient la partie d'un tout et se trouve donc subordonné aux exigences de ce tout, qui a le droit et le devoir d'intervenir si cette partie n'est pas

capable d'assumer ses responsabilités. Simultanément, la vague de fond démocratique, [...] rend insupportable toute ingérence comme toute action venue d'en haut qui impose leur conduite aux États ou aux peuples. »



Jolyon Howorth, in *RAMSES* 2007.

La PESD : mythes, réalités et controverses

« La PESD n'est [...] conçue ni pour contre-carrer ni pour équilibrer la puissance américaine, encore moins pour nuire à l'Alliance atlantique. Les principes de base en sont beaucoup plus pragmatiques, institutionnels, multilatéraux, internationaux, diplomatiques et transformatifs que stratégiques, coercitifs ou même militaires. La PESD s'est forgée davantage par réaction aux événements historiques qu'à la suite d'une réflexion stratégique [...]. Quiconque aurait prédit, en 1998, qu'en moins de cinq ans, l'UE [...] serait prête à lancer des missions militaires et policière sur trois continents aurait été traité de rêveur. La PESD [...] a déjà répondu par l'action aux multiples sceptiques qui en pronostiquaient l'impasse ou l'échec. »



Christophe Bertossi, in *RAMSES* 2007.

L'Europe en mal de migrations

« La "sécuritarisation" de l'immigration [...] résulte aussi d'une erreur d'analyse : les migrations ne constituent pas une menace de déstabilisation des États mais une donnée structurelle des relations internationales que les États-nations doivent prendre en considération. Bref, ces politiques

sont plus destinées à rassurer les opinions publiques européennes qu'à "gérer" réellement les migrations. »



Aline Lebœuf et Alain Antil, in Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala.

États fragiles et terrorisme, un lien ambigu

« Il n'existe pas de relations structurelles entre terrorisme et États fragiles, mais des liens se forment, essentiellement, mais pas systématiquement, de façon très indirecte, à travers ces espaces que l'on nomme "zones grises", aux péri-phéries géographiques, mais surtout sym-boliques, des États fragiles. »



Laurence Nardon, « Note de l'Ifri », décembre 2006.

L'arsenalisation de l'espace

« L'arsenalisation de l'espace est un sujet de débat important aux États-Unis [...]. Si l'espace militaire a connu un développement continu depuis 1960, le déploiement d'armes en orbite était resté jusqu'alors politiquement inopportun et stratégiquement inutile. Les partisans de l'ex-secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld estiment que la situation stratégique est nouvelle et qu'elle exige une arsenalisation active de l'espace dans le cadre d'une *space dominance*. Le *Space Command* de l'armée de l'Air planifie aujourd'hui le déploiement d'armes antisatellites (ASATS), d'armes en orbite frappant le sol (STEW) et d'éléments spatiaux de la défense antimissile (BMD). Un débat riche et nouveau est donc engagé à Washington entre représentants officiels et *think tanks* d'obédiences politiques diverses. Parmi ces derniers, certains réclament et préparent un accord international d'interdiction l'arsenalisation. »



Valérie Niquet, *Politique étrangère*, n° 2/2006.

La Chine en Afrique

« La stratégie chinoise en Afrique est [...] particulièrement dynamique et joue ouvertement sur un principe de "non-ingérence" qui s'oppose aux choix des puissances occidentales ou du Japon. Toutefois, cette stratégie est peut-être fragile sur

le long terme. Le soutien ouvert à des régimes particulièrement discutables, au Soudan ou au Zimbabwe, met la RPC en porte-à-faux avec l'ensemble de la communauté internationale "responsable", et entre donc en contradiction avec le discours officiel de Pékin sur l'émergence pacifique et le rôle de grande puissance intégrée que la Chine prétend occuper. Au niveau économique, la RPC apparaît ainsi comme un véritable concurrent dans des domaines qui sont traditionnellement l'apanage des ex-puissances coloniales. L'offensive de la RPC suscite aussi les inquiétudes de certains de ses partenaires africains. Pour le textile, la fin de l'accord multifibre (AMF) au mois de janvier 2005, et la montée en flèche des exportations chinoises [...] ont fortement déstabilisé de grands pays producteurs. »



Françoise Nicolas et Bernadette Andreosso-O'Callaghan, *European Foreign Affairs Review*, vol. 12, n° 1, 2007.

Chine-Union européenne : des intérêts communs

« [...] an area in which Sino-EU collaboration can lead to substantial and growing mutual benefits in the future is the energy sector. This is very much an untapped area and, [...] EU-Sino collaboration can only contribute to stability at the world level. More generally, the accelerating rise of the Chinese economy and the deepening of its relationship with the EU are likely to facilitate the change of forces in the international system and help promote multipolarization of international relations. Both China and the EU attach great importance to the international multilateral system. The two sides [...] appreciate each other's rising role in international affairs. The need for multilateral cooperation between China and the EU has far outweighed the simple need for holding back the USA, although this objective may help maintain the cooperative momentum. »



Étienne de Durand, Étude, L'Observatoire de la stratégie américaine, décembre 2006.

Les relations civilo-militaires américaines à l'épreuve

« Les déboires rencontrés en Irak ont non seulement conduit à une détérioration marquée des relations civilo-militaires, mais encore discrédité l'autorité de Donald Rumsfeld, désormais aussi détesté que Robert McNamara, et plus largement

entamé la réputation de compétence des civils. Par contre-coup, se trouve compromise la volonté pourtant légitime de certains experts et politiques de réaffirmer la prééminence stratégique civile en réaction à l'influence indue exercée par les militaires pendant les années 1990. L'ironie veut ainsi que Donald Rumsfeld soit parvenu à imposer ses vues [...], et que sa victoire bureaucratique se soit finalement traduite, via l'Irak, à la fois par la déconfiture de son projet de Transformation et par la remise en cause de l'autorité stratégique civile. »

Palestine



Denis Bauchard, *Israël 2007 : bilan et perspectives*, février 2007.

... Urgence

« La question palestinienne reste au cœur de la problématique du Moyen-Orient [...]. Elle constitue un facteur de déstabilisation des régimes arabes modérés, accusés de tiédeur par des opinions publiques de plus en plus contestataires ; elle est également un vecteur de l'influence grandissante de l'Iran sur l'échiquier moyen-oriental. [...] À l'évidence il n'y a pas de solution purement militaire ou répressive à la question palestinienne : seule une solution politique et négociée peut la résoudre [...] Il y a urgence : [...] la solution dite des deux États risque de ne plus être praticable compte tenu de l'évolution sur le terrain. La politique du fait accompli conduit à une impasse : plus on attend, plus le prix à payer sera lourd en termes politiques et humains. [...] L'Autorité palestinienne est en train de perdre le contrôle de Gaza. »



Dorothee Schmid, *Politique étrangère*, n° 3/2006.

... Au-delà des sanctions

« [...] l'expérience historique démontre que les sanctions ne peuvent être relativement efficaces que si elles sont réellement adaptées aux objectifs poursuivis, et surtout si elles sont utilisées [...] dans une stratégie cohérente à long terme. Dans le cas palestinien, l'objectif politique final ne semble pas entièrement clair et l'incapacité des bailleurs à proposer une solution de rechange pour acheminer l'aide démontre assez bien les lacunes de leur

vision stratégique. [...] Les effets matériels des sanctions prises contre le Hamas sont évidemment les plus graves dans l'immédiat. [...] c'est tout l'effort de structuration des institutions palestiniennes qui est mis en cause. Non seulement les sanctions à elles seules ne peuvent tenir lieu de politique, mais elles pourraient en outre rendre plus difficile toute stratégie de reconstruction politique dans le futur. »



Khadija Mohsen-Finan et Malika Zeghal, in *Revue française de science politique*, février, 2006.

Opposition islamiste et pouvoir monarchique au Maroc

« Progressivement, le PJD a tenté de s'imposer comme parti dominant sur la scène politique. Toutefois, aussi bien pour sa base que pour tout observateur, il paraît difficile de lire le comportement de ce parti lorsqu'il s'approprie et délivre le même message que le Palais [...]. La "makhzénisation" de ce parti, dont les éléments originaux se définissaient initialement comme "contre société", ne signifie pourtant pas [...] qu'il a été domestiqué, neutralisé et affaibli par le pouvoir marocain. Au contraire, il est devenu un acteur central du jeu politique, d'une part du fait de l'ouverture initiée par Hassan II et continuée par Mohamed VI, d'autre part de sa capacité de mobilisation électorale. [...] Le "pacte" qui se dessine aujourd'hui entre la monarchie et l'islamisme légitimiste est probablement le facteur qui pourrait stabiliser cette ouverture politique, un processus qui a pourtant ses limites ni les confrontations violentes ».



Clément Therme, GIPRI, novembre 2007.

Téhéran, Washington et Moscou

« Moscou et Téhéran ont une relation asymétrique au sein de laquelle les deux acteurs coopèrent en fonction d'intérêts à court terme qu'ils soient commerciaux, énergétiques ou sécuritaires. [...] les intérêts communs des deux acteurs au Caucase et en Asie centrale à s'opposer à l'expansion de l'influence américaine semblent montrer une dimension stratégique à cette relation. Son avenir dépendra de la capacité de la Russie à faire baisser l'intensité du conflit entre l'Iran et les pays occidentaux, [...] des choix de Téhéran en politique extérieure [...] principalement du règlement du problème nucléaire iranien. Paradoxalement,

les tensions irano-occidentales rendent Téhéran plus dépendant de Moscou et dans une moindre mesure de Pékin. »



Thomas Gomart, « Russie.Nei.Visions », n°10b, mai 2006.

UE-Russie : frictions

« Dans le cadre UE/Russie, l'"espace commun" consacré à la sécurité extérieure demeure le plus délicat à gérer. [...] En réalité, cet "espace commun" semble être devenu un terrain de rivalité géopolitique. Cette rivalité est due à la transformation des anciennes républiques soviétiques en carrefour d'influences croisées russe et européenne, à laquelle s'ajoute un manque évident de confiance mutuelle. [...] [En outre, il existe à Moscou un sentiment de recul d'influence nourri par l'élargissement de l'UE]. Les deux parties ne partagent tout simplement pas les mêmes objectifs de fond à l'égard de leur voisinage commun : l'UE cherche avant tout à stabiliser sa périphérie, tandis que la Russie entend maintenir une capacité de contrôle de cette région jugée indispensable à la défense de ses intérêts vitaux ».



Tatiana Kastouéva-Jean, « Russie.Nei.Visions », n° 14, septembre 2006.

"Splendeurs et misères" de l'enseignement supérieur en Russie

« Le niveau de l'éducation en Russie continue par inertie à être perçu – aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger – comme globalement élevé. La réalité est plus contrastée. Le "boom" de l'éducation supérieure et les performances de certaines grandes universités ou instituts masquent la baisse du niveau moyen et une certaine dévalorisation des diplômes. La volonté de réforme se heurte à des contraintes structurelles, mais aussi à la corruption des milieux pédagogiques. Ce phénomène rend difficile l'évaluation réelle des diplômes russes. Par ailleurs, la "privatisation" subie par une grande partie des services éducatifs pose de manière aiguë le problème de l'égalité des chances ».



Marc Hecker, *Politique étrangère* n°2, 2006

De la vulnérabilité du plus fort

« Les principales innovations tactico-opérationnelles introduites par les tenants de la guerre révolutionnaire de la guérilla rurale et urbaine, et également adoptées par les djihadistes, découlent de cette conscience de la supériorité matérielle de l'adversaire. Cette donnée empêche les "faibles" de se confronter directement aux "forts" : ils doivent donc opter pour une démarche indirecte [...]. Les guerilleros ont l'avantage de connaître le terrain et de pouvoir se fondre parmi les civils, ce qui leur permet de maîtriser deux éléments fondamentaux : le moment et le lieu de la confrontation. Le fort est globalement supérieur mais sa supériorité ne vaut pas en tout endroit et à tout moment. [...] Les guerilleros ne doivent en conséquence, attaquer que lorsqu'ils disposent, à un moment donné d'une supériorité relative. Ce principe vaut aussi pour les djihadistes ».



Dominique David, in *Les relations internationales*, Frédéric Charillon, (dir.)

La guerre asymétrique à la hausse

« Pour plusieurs décennies, les puissances dominantes de la planète disposent en matière militaire d'une avance technique, d'une concentration de moyens leur permettant de contrôler à leur profit tout exercice de guerre classique interétatique. Cela ne signifie pas que ces États peuvent gagner politiquement les conflits [...] mais qu'ils ont les moyens de dévaluer l'intérêt d'une aventure militaire pour leurs adversaires étatiques : c'est là la double leçon de l'Irak [...]. Tout challenger devra donc élire un champ d'affrontement leur interdisant de déployer leurs moyens [...]. D'où le renouveau des postures asymétriques où l'un des adversaires refuse de combattre sur le terrain qui privilégie l'autre. »

En 2006 : l'Ifri a notamment accueilli...



Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de la Défense
Jean DE PONTON D'AMECOURT, directeur, Délégation aux affaires stratégiques (DAS), ministère de la Défense
Jacques BARROT, vice-président de la Commission européenne, commissaire chargé des transports
Sergueï BOGDANCHIKOV, président-directeur général de Rosneft, Moscou
Irina BOKOVA, ambassadeur de Bulgarie à Paris
Catherine COLONNA, ministre déléguée aux Affaires européennes
Hervé de CHARETTE, ancien ministre des Affaires étrangères, député

pour la culture et les médias au Bundestag
Abdullah GÜL, ministre des Affaires étrangères de Turquie
Ilan HALEVI, ancien vice-ministre adjoint des Affaires étrangères, membre de la commission des Relations extérieures du Fatah, Ramallah, Autorité Palestinienne

William JORDAN, directeur du bureau Maghreb au département d'État des États-Unis
Pierre JOXE, membre du Conseil constitutionnel
Ellen JOHNSON-SIRLEAF, présidente du Liberia
Khurshid KASURI, ministre des Affaires étrangères du Pakistan
Roland KOCH, ministre-président du land de Hesse
Laszlo KOVACS, commissaire européen
Andreï KONDAKOFF, directeur du Développement et de la Coopération économique au ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie



Jean FRANÇOIS-PONCET, ancien ministre, vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées au Sénat
Michael FRENDU, ministre des Affaires étrangères de Malte

Alberto R. GONZALES, Attorney General des États-Unis
Monika GRIEFAHN, porte-parole du groupe parlementaire SPD



Karl A. LAMERS, député, président de la délégation allemande à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN
Jean LEMIERRE, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
Pierre LEVY, directeur du Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères
Marian LUPU, président du Parlement de Moldavie
Mikhaïl MARGELOV, président du Comité pour les affaires internationales du Conseil de la Fédération de Russie
Pierre MOREL, représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale



Pierre MOSCOVICI, ancien ministre délégué aux Affaires européennes, secrétaire national aux relations internationales du Parti socialiste

Marwan MUASHER, membre du Sénat, ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Jordanie



Serguei STANICHEV, Premier ministre de la République de Bulgarie



Jalal TALABANI, président de la République d'Irak
le Général d'armée **Bernard THORETTE**, chef d'état major de l'armée de terre

Anatoli TORKUNOV, recteur de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Mgimo)

Donald TSANG, chef de l'exécutif de la région administrative spéciale (RAS) de Hong-Kong

Hubert VEDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères, président de l'Institut François Mitterrand

Karsten VOIGT, ministre fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne

Abdoulaye WADE, président de la République du Sénégal

Paul WOLFOWITZ, président de la Banque mondiale



Jorma OLLILA, président-directeur général du Groupe Nokia, président désigné de Shell

Marc OTTE, ambassadeur, représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient

Kamal NATH, ministre du Commerce et de l'Industrie d'Inde

Mikhaïl SAAKACHVILI, président de la Géorgie

Yves SAINT-GEOURS, ambassadeur de France en Bulgarie

Elias SANBAR, ambassadeur, observateur permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO

Ulrich SCHLIE, directeur du



Planungsstab du ministère fédéral de la Défense d'Allemagne
Christian SCHMIDT, député, secrétaire d'État parlementaire au ministère de la Défense, Allemagne

- 1 - Abdullah Gül, ministre des Affaires étrangères de Turquie
- 2 - Thierry de Montbrial et Jalal Talabani, président de la République d'Irak
- 3 - Jacques Barrot, vice-président de la Commission européenne, commissaire chargé des transports
- 4 - Xavier de Villepin et Ellen Johnson-Sirleaf, présidente du Liberia
- 5 - Alberto R. Gonzales, Attorney General des États-Unis
- 6 - Thierry de Montbrial et Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense
- 7 - Serguei Stanichev, Premier ministre de la République de Bulgarie
- 8 - Catherine Colonna, ministre déléguée aux Affaires européennes
- 9 - Thierry de Montbrial et Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale
- 10 - Mikhaïl Saakachvili, président de la Géorgie

L'Ifri et ses partenaires



25^e anniversaire de RAMSES, Thierry de Montbrial et Bertrand Collomb



Jacques Barrot, Louis Schweitzer (Renault) et Jean-Marie Luton (Arianespace)



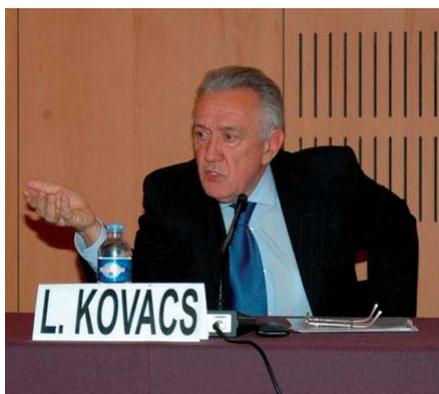
Xavier Darcos (OCDE) et Paul Wolfowitz



Anne-Marie Idrac (RATP) et Jacques Barrot

Depuis maintenant 27 ans, l'Ifri offre à ses partenaires et membres, individuels, institutionnels et entreprises, un lieu de confrontation d'idées et une source d'informations actualisées et argumentées, grâce à ses nombreux programmes de recherche, ses manifestations, ses publications et ses relations étroites avec les plus grands instituts internationaux.

Le rythme et la qualité des débats se sont maintenus en 2006 : plus de 150 rencontres, conférences et séminaires ont animé la vie de l'institut et ont permis à ses partenaires des échanges directs avec de grands acteurs politiques et économiques de la scène mondiale et avec ses experts, au cœur d'un vaste réseau international d'institutions et de personnalités.



L'année 2006 a vu la formalisation des programmes de recherche de l'Ifri, leur donnant ainsi une meilleure lisibilité. Les partenariats entre les unités de recherche de l'institut et les entreprises et fondations se sont accélérés : le programme transatlantique, le programme Énergie, le Centre Russie/NEI, le programme Économie mondiale ont pu bénéficier de financements dédiés, mais également de contributions intellectuelles des entreprises partenaires grâce à des échanges réguliers avec les chercheurs. La volonté d'instaurer des relations institutionnelles fortes et des synergies avec les entreprises s'est matérialisée par une démarche systématique de la direction du Développement auprès des sociétés qui soutiennent l'Ifri ou pourraient le faire.

L'institut a renforcé sa capacité à influencer le débat public français et européen par une présence médiatique plus large, des modes de diffusion diversifiés de ses travaux et la mise en place de partenariats facilitant et augmentant la fréquentation de son site Internet <www.ifri.org>.

Le calendrier mensuel des événements et la liste exhaustive des publications sont désormais diffusés largement à travers une lettre d'information numérique interactive, *Ifri Actualité*.

Nous remercions très chaleureusement tous nos membres et soutiens de leur confiance grâce à laquelle l'Ifri peut maintenir ce dynamisme et rester à la pointe de la réflexion sur les questions internationales.



Pierre-Luc Séguillon (LCI)



Marian Lupu et Xavier de Villepin



Patrick de Cambourg (Mazars)
Jean-Claude Gruffat (Citigroup)
Christian Ménard (BESV)

Rencontres organisées en 2006

Dîners et déjeuners-débats

Présidence : **Thierry de Montbrial**

- 25 janvier
Avec **Jean Lemierre**, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- 15 février
Avec **Michel Pébereau**, président de BNP Paribas
- 2 mars
Avec **Alberto R. Gonzales**, Attorney General des États-Unis
- 25 avril
Avec **Marwan Muasher**, membre du Sénat, ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Jordanie
- 18 mai
Avec **Abdoulaye Wade**, président de la République du Sénégal.
En partenariat avec le Strategic Communication Group, Hôtel de Crillon
- 29 mai
Avec **Mikhaïl Saakachvili**, président de la Géorgie
- 5 juin
Avec **Jorma Ollila**, Président directeur général du Groupe Nokia, Président désigné de Shell
- 15 juin
Avec **Jacques Barrot**, vice-président de la Commission européenne, commissaire chargé des transports
- 3 octobre
Avec **Roland Koch**, ministre-président du land de Hesse.
En collaboration avec la Konrad Adenauer Stiftung
- 12 octobre
Avec **Serguei Stanichev**, Premier ministre de la République de Bulgarie
- 18 octobre
Avec **Paul Wolfowitz**, Président de la Banque mondiale
- 31 octobre
Avec **Catherine Colonna**, ministre déléguée aux Affaires européennes
- 10 novembre
Avec **Donald Tsang**, Chief Executive of the Hong-Kong Special Administrative Region
- 6 décembre
Avec **Jean-Luc Demarty**, directeur général de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne

Déjeuners de travail avec les chercheurs

- 9 mars
L'émergence de la puissance économique indienne
À l'invitation d'Étienne Pflimlin, président du Crédit mutuel.
Avec Ramesh Mulye, conseiller pour la France de la Confederation of Indian Industry, et Jean-Luc Racine, directeur du Programme franco-indien de coopération en sciences sociales, Maison des sciences de l'homme (MSH)
Présidence : **Thierry de Montbrial**
- 9 mai *
Mai 2005-mai 2006 : quelles stratégies pour l'Union européenne ?
Avec Pierre Defraigne, directeur, Eur-Ifri, Bruxelles, et Jolyon Howorth, professeur, Université de Yale, chercheur associé, Ifri
Présidence : **Dominique David**
- 4 juillet*
La Russie et la sécurité énergétique mondiale
Avec Pierre Noël, chercheur, responsable des études sur l'énergie, Ifri
Présidence : **Dominique David**
- 13 septembre*
Mutations économiques et gouvernance en Algérie
Avec Khadija Mohsen-Finan, chercheur, Ifri, et Abderrahmane Hadjner, banquier d'affaires, ancien gouverneur de la Banque centrale, Alger
Présidence : **Thierry de Montbrial**
- 24 octobre*
Musulmans en Europe : quels modèles d'intégration ?
Avec Christophe Bertossi, chercheur, Ifri
Présidence : **Thierry de Montbrial**
- 23 novembre*
Irak, Liban, Afghanistan : les interventions militaires dans l'impasse ?
Avec Etienne de Durand, Centre des études de sécurité, Ifri
Présidence : **Dominique David**
- 13 décembre*
Israël-Palestine : quelle sortie de crise ?
Avec Dorothee Schmid, chercheur, Ifri
Présidence : **Dominique David**

* Organisés avec le soutien d'Accor



1 - Jorma Ollila
2 - Roland Koch
3 - Khurshid Kasuri



Entreprises partenaires

au 31 décembre 2006

L'Ifri compte
aujourd'hui une
centaine de sociétés

membres pour qui des rencontres avec
des dirigeants et des décideurs interna-
tionaux sont organisées dans un cadre
propice aux échanges.

A

ABN-AMRO FRANCE
ACCOR
AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
AIR FRANCE
AIR LIQUIDE
AMERICAN EXPRESS
ARCELOR FRANCE
AREVA
ARIANESPACE
AXA

B

BANQUE DE FRANCE
BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES
POPULAIRES
BC PARTNERS
BEARINGPOINT
BESV
BNP PARIBAS
BOUYGUES
BURELLE S.A.

C

CABINET GIDE LOYRETTE NOUËL
CARREFOUR
CHARBONNAGES DE FRANCE
CHENIERE LNG INTERNATIONAL
CILAS
CITIGROUP
COFACE
COLAS
COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
CRÉDIT MUTUEL

D

DEXIA ASSET MANAGEMENT
DEXIA CREDIT LOCAL

E

EIFFAGE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
ERAMET COMILOG MANGANÈSE

F

FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS
D'ASSURANCE
FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX
PUBLICS
FIEEC
FRANCE TÉLÉCOM

G

GAZ DE FRANCE
GIMELEC

H - I

HSBC FRANCE
INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE

J

JEANTET ASSOCIÉS
JP MORGAN CHASE BANK

L

L'ORÉAL
LA MONDIALE
LA POSTE
LABORATOIRES SERVIER
LAFARGE
LAZARD FRÈRES
LES ÉCHOS
LVMH

M

MAZARS
MEDEF
MICROSOFT

N

NATIXIS
NOKIA

P

PERNOD RICARD
PEUGEOT SA
PRICEWATERHOUSECOOPERS

R

RATP
RENAULT
ROTHSCHILD & CIE BANQUE
RTE

S

SAFRAN
SANOFI-AVENTIS
SOCIÉTÉ DU LOUVRE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
SODEXHO ALLIANCE
SOFINNOVA PARTNERS
SUEZ

T

THALES
TOTAL

U V W

UIMM
UNIGRAINS
UNISTRAT COFACE
VALLOUREC
VIEL & CIE
WENDEL INVESTISSEMENT

Soutiens de projets

ARIANESPACE, EADS, ELECTRABEL, ÉLECTRICITÉ
DE FRANCE, FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX
PUBLICS, FONDATION DAIMLERCHRYSLER,
FONDATION DE FRANCE, FRANCE TÉLÉCOM, GAZ
DE FRANCE, JAPANESE TOBACCO, JETRO, STRATEGIC
COMMUNICATION GROUP, UIMM, VALLOUREC

Soutiens d'événements

CITIGROUP, LAFARGE, LENÔTRE

Ambassades et institutions membres

au 31 décembre 2006

Ambassade de la République d'Afrique du Sud
Ambassade d'Algérie
Ambassade d'Allemagne
Ambassade d'Andorre
Ambassade d'Arabie Saoudite
Ambassade d'Argentine
Ambassade d'Australie
Ambassade d'Autriche
Ambassade d'Azerbaïdjan
Ambassade de Bahreïn
Ambassade de Belgique
Ambassade du Brésil
Ambassade de Bulgarie
Ambassade du Canada
Délégation permanente du Canada
auprès de l'OCDE
Ambassade de la République populaire de Chine
Ambassade de la République de Chypre
Ambassade de la République de Corée
Ambassade de la République de Croatie
Ambassade du Danemark
Délégation générale du Québec
Ambassade d'Égypte
Ambassade d'Espagne
Ambassade d'Estonie
Ambassade des États-Unis d'Amérique
Ambassade de la Fédération de Russie
Ambassade de Finlande
Ambassade du Royaume-Uni de Grande-
Bretagne et d'Irlande du Nord
Ambassade de Grèce
Ambassade d'Inde
Ambassade de la République islamique d'Iran
Ambassade d'Irlande
Ambassade d'Israël
Ambassade d'Italie
Ambassade du Japon
Délégation permanente du Japon
auprès de l'OCDE
Ambassade du Koweït
Ambassade de Lettonie
Bureau de la Ligue des États arabes

Ambassade de Lituanie
Ambassade du Luxembourg
Ambassade de Malte
Ambassade du Mexique
Ambassade de Monaco
Ambassade de Norvège
Ambassade de Nouvelle-Zélande
Ambassade d'Ouzbékistan
Ambassade des Pays-Bas
Ambassade de Pologne
Délégation permanente de la Pologne
auprès de l'OCDE
Ambassade du Portugal
Ambassade de Roumanie
Ambassade de Serbie
Ambassade de Singapour
Ambassade de Slovaquie
Ambassade de Suède
Délégation permanente de la Suède
auprès de l'OCDE
Ambassade de Suisse
Bureau de représentation de Taipei
Ambassade de la République tchèque
Ambassade de Tunisie
Ambassade de Turquie
Ambassade d'Ukraine
Ambassade de la République socialiste
du Vietnam

Centre d'études internationales - CEI
Centre de traduction (ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie)
Centre japonais du commerce extérieur - JETRO
Conseil supérieur du notariat
Eumetsat
Institut d'études de sécurité - Union européenne
Mémorial de Caen
Yalta European Strategy (YES)

Rapport d'activité 2006

Programmes régionaux

Europe

- Le Comité d'études des relations franco-allemandes Cerfa
- Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen CFA
- Eur-Ifri

Le Centre français sur les États-Unis, CFE

Le Centre Russie/NEI

Le Centre asie ifri

Le Centre Moyen-Orient/Maghreb

Programmes transversaux

Le Centre des études de sécurité

Programme Économie mondiale

Programme Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie

Programme transatlantique

Programme Migrations, identités, citoyenneté

Europe

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

La double mission du Cerfa est de contribuer à une meilleure connaissance des approches respectives des deux pays en matière politique, sociétale et économique, et d'analyser la relation franco-allemande dans le cadre d'une Union européenne en constante évolution. Dans cette perspective, le Cerfa propose une expertise sur l'Allemagne contemporaine ; analyse les relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; formule des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir ces relations. Il publie régulièrement des études (articles, *policy papers* et ouvrages) et organise des séminaires et conférences-débats.

Équipe

Hans Stark, secrétaire général (politique intérieure et étrangère de l'Allemagne, relations franco-allemandes, intégration européenne)

Claire Demesmay, chercheur (culture politique et débats de société de l'Allemagne contemporaine, relations franco-allemandes, identité et citoyenneté en Europe)

Janine Ziegler, assistante de recherche

Emmanuelle Saunier, assistante de recherche



Conférence annuelle. Angelica Schwall-Düren, Claire Demesmay et Sylvie Goulard

Traditionnellement, le Cerfa privilégie trois axes de recherche :

- les évolutions politiques et sociétales de l'Allemagne contemporaine : un premier volet concerne la politique intérieure (analyse des formations et coalitions politiques, des réformes socioéconomiques, des évolutions sociétales et des controverses intérieures, des questions d'immigration et d'intégration) ; un second volet est consacré à la politique étrangère de l'Allemagne au sein de l'Union européenne (UE) et avec les pays extracommunautaires, dont les États-Unis et la Russie ;
- les relations franco-allemandes : l'accent est mis, d'une part, sur les échanges bilatéraux et les questions d'intérêt commun dans les domaines politique, économique et culturel et, d'autre part, sur la contribution des deux pays à la construction européenne et sur leur perception propre des grands enjeux européens ;
- l'intégration européenne, thème décliné en deux programmes de recherche : le premier porte sur l'évolution de l'Europe politique, juridique et institutionnelle et inclut une réflexion sur les concepts d'identité et de citoyenneté européenne ; le second, sur l'élargissement de l'UE et l'architecture européenne de sécurité ainsi que les relations de l'UE avec son voisinage.

En 2006, les travaux du Cerfa se sont principalement articulés autour de trois thèmes

Les grands dossiers du gouvernement Merkel

Le Cerfa s'est penché sur les grands dossiers auxquels s'est attelé le gouvernement allemand.

Sa conférence annuelle intitulée « Vers l'émergence d'un espace public européen ? Regards croisés franco-allemands sur les 100 premiers jours du gouvernement Merkel » (30 janvier) a ainsi permis de dresser un premier bilan de la politique du gouvernement fédéral, complété par deux conférences-débats consacrées à des dossiers clés de la grande coalition : l'économie allemande (17 mai) et la politique d'immigration et d'intégration (7 juillet).

De plus, le Cerfa a consacré plusieurs « Notes du Cerfa » à la politique intérieure allemande, rassemblées dans les *Radioscopies de l'Allemagne 2007*. Les thèmes abordés sont à la fois d'ordre socioéconomique (économie allemande, réforme du système de santé, politique familiale) et sociétal (situation des Turcs-Allemands dans la société allemande).

Politique étrangère et de sécurité dans l'Union européenne

Suite à ses derniers élargissements, l'UE rencontre de nouveaux défis en termes de sécurité régionale. Ont donc été étudiées, dans le cadre des deux forums stratégiques franco-allemands (27-28 mars et 9-10 octobre), l'architecture européenne de sécurité (PESC et PESD) ainsi que son influence sur le partenariat

UE-Russie et sur les relations transatlantiques. (Voir aussi le séminaire des 11-12 décembre dans le Programme transatlantique.)

Enfin, plusieurs « Notes du Cerfa » ont traité de la politique étrangère et européenne de l'Allemagne, ainsi que de la politique étrangère et de sécurité de l'UE.



Forum stratégique

Relations franco-allemandes

La composante franco-allemande a été très présente dans les travaux du Cerfa.

La plupart des manifestations organisées ont permis de porter un « regard croisé » sur des thèmes d'intérêt commun, qu'il s'agisse des choix de la grande coalition, des relations transatlantiques ou de la politique d'intégration. De nombreux textes de la collection numérique « Visions franco-allemandes » ont également analysé à travers un prisme franco-allemand des sujets aussi variés que le capitalisme financier, la citoyenneté ou la laïcité.

En outre, la relation bilatérale a fait l'objet de plusieurs publications. En dehors des travaux sur la coopération intergouvernementale entre la France et l'Allemagne, le Cerfa a mis l'accent sur la connaissance de l'autre dans chaque pays. Dans cette perspective ont notamment été analysés l'enseignement de la civilisation allemande dans les études germaniques en France et l'élaboration du manuel franco-allemand d'histoire.

Dialogue d'avenir franco-allemand

L'Ifri et la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP) inaugurent en 2007 la première phase de « Dialogue d'avenir », réseau franco-allemand constitué d'étudiants et de jeunes actifs très qualifiés. Soutenu financièrement par la Robert Bosch Stiftung, le projet a pour but d'éveiller l'intérêt des jeunes générations aux enjeux franco-allemands et d'encourager les futurs décideurs français et allemands à débattre ensemble de problématiques politiques, sociétales et économiques issues de l'actualité des deux pays.

Responsable pour l'Ifri : *Anne-Lise Barrière*.

Publications numériques disponibles sur www.ifri.org

- « Note du Cerfa » (voir Publications)
- Collection « Visions franco-allemandes » :

Le Capitalisme financier en France et en Allemagne : critiques, réalités et conséquences, *Patricia Commun*, n° 7, mai.

La Civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts, *Stephan Martens*, n° 8, juillet.



Les Débats sur la citoyenneté en Allemagne et en France, *Yves Bizeul*, n° 9, octobre.

L'Égalité de tous versus l'individualité de chacun. Le principe de la séparation de l'Église et de l'État et la polémique du voile à l'école

publique en France et en Allemagne, *Janine Ziegler*, n° 10, novembre.

Le Manuel franco-allemand d'histoire : l'aboutissement d'un long travail de coopération entre historiens français et allemands, *Corine Defrance* et *Ulrich Pfeil*, n° 11, décembre.

Autres publications

« Odyssée 2014 : l'UE et ses futurs élargissements », *Claire Demesmay* et *Emmanuelle Saunier*, in *RAMSES 2007*.

« Allemagne à l'heure de la grande coalition », *Hans Stark*, in *RAMSES 2007*.

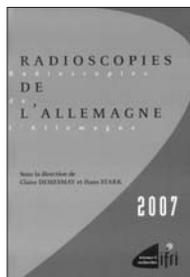
Ouvrages

Radioscopies de l'Allemagne 2006, *Claire Demesmay* et *Hans Stark* (dir.), collection « Travaux et recherches de l'Ifri ».

Cet ouvrage comprend l'ensemble des textes publiés dans l'année par le Cerfa dans le cadre des collections « Note du Cerfa » et « Visions franco-allemandes ».

Qui sont les Allemands ?, *Claire Demesmay* et *Hans Stark* (dir.), Lille, Presses universitaires du Septentrion.

Faisant suite à **Qui dirige l'Allemagne ?**, cet ouvrage porte sur la perception de soi des Allemands et leur relation avec l'étranger. Nation « tardive » devenue État « postnational », puis État-nation « normal », l'Allemagne ne peut se référer à une continuité historique évidente. Comment les citoyens allemands se perçoivent-ils aujourd'hui ? La question de la perception de soi a été essentiellement traitée sous l'angle du rapport au(x) passé(s), des conceptions de la nation et du positionnement vis-à-vis de l'étranger.



Conférence annuelle

30 janvier - Vers l'émergence d'un espace public européen ? Regards croisés franco-allemands sur les 100 premiers jours du gouvernement Merkel
Le Cerfa ouvre désormais chaque année par une grande conférence publique consacrée à des sujets d'actualité liés à l'Allemagne et aux relations franco-allemandes. En 2006, organisée en coopération avec l'ambassade d'Allemagne à Paris, elle a porté sur la formation du nouveau gouvernement et à ses conséquences pour la France. Lors de débats ouverts entre personnalités politiques, scientifiques, experts et journalistes français et allemands, ont été abordés la politique intérieure et étrangère de la grande coalition, l'économie allemande entre programmes de consolidation et mesures conjoncturelles, la couverture de l'Allemagne dans les médias français et la question de l'émergence d'un espace public franco-allemand, ainsi que les rôles de la France et de l'Allemagne dans l'UE.

Séminaires : Forums stratégiques franco-allemands

Rendez-vous réguliers organisés deux fois par an en coopération avec la Konrad Adenauer Stiftung et la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, ces forums stratégiques sont consacrés aux questions de sécurité auxquelles sont confrontés les deux pays. Ces rencontres réunissent parlementaires, experts et hauts fonctionnaires français et allemands.

27-28 mars - 2^e forum stratégique franco-allemand : Quel partenariat pour la France, l'Allemagne et la Russie ?

Tenu à l'académie de la Konrad Adenauer Stiftung à Berlin, ce forum a permis d'engager une réflexion sur la nature du partenariat entre la France, l'Allemagne et la Russie en prenant en compte les enjeux en matière de politique de sécurité pour l'UE et la Communauté des États indépendants (CEI), la dépendance énergétique de l'Europe, etc.

9-10 octobre - 3^e forum stratégique franco-allemand : Politique de sécurité européenne et transatlantique avant le sommet de l'OTAN à Riga

Ouvert par *Michèle Alliot-Marie*, ministre de la Défense, ce séminaire a été consacré à la crise du nucléaire militaire iranien et aux perspectives de sécurité régionale, à la non-prolifération des armes de destruction massive, aux transformations de l'OTAN (élargissement, nouvelles missions et concept stratégique) et, enfin, à la construction de l'Europe de la défense et à la relation OTAN/PESD.

(Voir aussi le Programme transatlantique auquel le Cerfa participe activement.)

Conférences, petits-déjeuners débats

1^{er} mars - Existe-t-il une politique culturelle franco-allemande ?

Monika Griefahn, porte-parole du groupe parlementaire SPD pour la culture et les médias au Bundestag, *Ingo Kolboom*, professeur à l'Université de Dresde et membre allemand du Haut Conseil culturel franco-allemand (HCCFA), et *François Scheer*, ambassadeur de France et conseiller de la présidente du directoire d'AREVA.

Présidence : *Hans Stark*.

4 mai - Le passé de la RDA et les archives de la Stasi aujourd'hui

Marianne Birthler, chargée de mission du gouvernement fédéral pour les archives de la Stasi. Conférence organisée avec l'Institut historique allemand.

Présidence : *Claire Demesmay*.

17 mai - L'économie allemande est-elle de retour ?

Anton Brender, Chief Economist, Dexia Asset Management et Paris IX-Dauphine, *Fabrice Pesin*, chef du bureau des études fiscales, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, *Christophe Strassel*, attaché financier, Représentation permanente de la France auprès de l'UE, et *Eckhard Wurzel*, chef du bureau Allemagne/Autriche, Département des affaires économiques, OCDE.

Présidence : *Frédérique Sachwald*.

7 juillet - Islam et intégration en France et en Allemagne

Lale Agkün, députée du Bundestag, et *Alima Boumediene-Thiery*, sénatrice

Conférence organisée avec le Centre Moyen-Orient/Maghreb

Présidence : *Khadija Moshen-Finan*.

Europe

Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen (CFA)

Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen (CFA), dont le siège est à Vienne, a été initié en 1976 par le chancelier Kreisky et Jacques Chirac, alors Premier ministre, pour développer des coopérations économiques franco-autrichiennes avec certaines démocraties populaires (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne).

Le Centre a changé de cap avec la chute du mur de Berlin et s'est concentré sur l'information des pays candidats, afin de leur permettre de s'intégrer dans les meilleures conditions à l'Europe. L'élargissement de l'Union européenne en 2004 a conduit à de nouvelles réorientations en privilégiant les relations entre l'Europe élargie et ses « nouveaux voisins ». Par ailleurs, des rencontres bilatérales franco-autrichiennes sont consacrées aux coopérations qu'entretiennent les deux pays dans un certain nombre de domaines (éducation, recherche, modèles sociaux, etc.)

Équipe

Le secrétaire général du CFA est *Peter Jankowitsch* (Vienne). La présidence du centre est assumée par *Thierry de Montbrial*.

Les activités du CFA sont organisées à l'Ifri par *Éliane Mossé*, assistée de *Martine Breux*.

Le CFA a pour vocation de favoriser, dans un cadre bilatéral et international, les échanges d'expériences entre représentants des milieux politiques, économiques et financiers des secteurs publics et privés des anciens et nouveaux pays membres de l'Union européenne (UE) ainsi que des pays se situant à sa périphérie. Dans cette perspective, il organise des rencontres sur des sujets d'intérêt commun : politique monétaire et budgétaire, flux migratoires et problèmes des minorités, lutte contre le crime organisé et sécurité, nouvelles technologies, évolution des institutions européennes, etc. Ces manifestations ont lieu à Paris, à Vienne, dans chacun des nouveaux pays membres et à leur périphérie.

En 2006, le CFA a mis l'accent sur la situation des derniers adhérents, les évolutions économiques, politiques et institutionnelles dans la région des Balkans, les politiques européennes de réponse à la montée des prix de l'énergie et aux risques environnementaux, les flux migratoires et les minorités.

La question du Kosovo, en attente d'un nouveau statut (plus d'autonomie ou une complète indépendance ?), a été privilégiée avec l'organisation de deux manifestations : une conférence tenue à Paris a présenté divers scénarios d'évolution géopolitique ; un colloque international tenu à Ljubljana a été consacré à la situation économique et sociale.

L'évolution économique et politique de la Bulgarie et sa position géostratégique à la veille de l'adhésion ont été abordées lors d'une table ronde à Paris. Les opinions publiques en Europe face à la mondialisation, ont également fait l'objet de rencontres. La dimension franco-autrichienne du CFA a été privilégiée dans un colloque traitant des coopérations technologiques et scientifiques entre la France et l'Autriche.

Orientation des activités en 2007

- évolution économique et politique de la Bosnie-Herzégovine entre reconstruction et normalisation ;
- politiques de gestion des flux migratoires et d'intégration des minorités, dont la définition revêt une importance majeure dans une Europe élargie où les mouvements de populations s'intensifient ;
- politiques énergétiques des pays membres dans un cadre européen et coopérations franco-autrichiennes dans le domaine des énergies renouvelables et de la protection de l'environnement ;
- situation économique, sociale et politique de la Roumanie au lendemain de son adhésion, enjeux stratégiques (mer Noire, etc.)

Tables rondes et conférence

13 mars - Kosovo : état des lieux et scénarios pour l'avenir (Paris)

Conférence avec *Jacques Rupnik*, directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), ancien membre de la Commission internationale sur le Kosovo.

Présidence : *Dominique Moisi*.

24 mars - Les opinions publiques face à la mondialisation (Paris)

Table ronde avec *Bruno Jeanbart*, directeur adjoint, département de l'opinion, institut CSA, et *Helmut Kramer*, professeur en sciences politiques, Université de Vienne.

Présidence : *Éliane Mossé*.

22 septembre - La situation économique et politique de la Bulgarie (Paris)

Table ronde avec *Irina Bokova*, ambassadeur de Bulgarie à Paris, et *Yves Saint-Geours*, ambassadeur de France à Sofia.

Présidence : *Éliane Mossé*.

Conférences internationales

19-20 juin - Le développement économique et social au Kosovo : un défi pour la stabilisation de la région (Ljubljana)

Cette conférence, ouverte par *Peter Jankowitsch*, a réuni de nombreux experts, hauts fonctionnaires et universitaires, français, autrichiens, serbes, kosovars, ainsi que de tous les pays de la région. Les institutions internationales étaient notamment représentées par *Erhard Busek*, coordinateur spécial du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, *Andreas Wittkowsky*, Mission intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK), ou *Werner Wrenndt*, Mission de l'OSCE au Kosovo. *Arnaud Danjean*, conseiller sur les Balkans auprès du ministre des Affaires étrangères, a participé activement à cette réunion. Les échanges avec le public ont été très animés.

16-17 octobre - La coopération technologique et scientifique entre l'Autriche et la France dans un contexte européen (Vienne)

Organisée avec le concours de l'ambassade de France à Vienne et des ministères français et autrichiens de l'Éducation et de la recherche, cette conférence a réuni des experts de l'administration, des laboratoires de recherche publics et privés et de l'université et de nombreux représentants français et autrichiens de l'industrie. Elle a permis une comparaison des expériences françaises et autrichiennes dans le domaine des pôles de compétitivité, des partenariats publics/privés et de la recherche ainsi que l'établissement d'un dialogue direct entre les représentants d'entreprises françaises et autrichiennes dans les secteurs de l'automobile, des biotechnologies et de la plasturgie.

Europe

Eur-Ifri

Créé en mars 2005, Eur-Ifri contribue à enrichir le débat politique européen :

– en diffusant à Bruxelles les travaux et recherches de l'Ifri sur les grandes thématiques européennes ;

– en confrontant les conceptions et analyses des principaux acteurs de la construction de l'Europe.

Eur-Ifri s'adresse aux représentants des administrations et aux leaders politiques des États membres, aux acteurs européens basés à Bruxelles, aux décideurs du secteur privé, aux représentants de la société civile, aux universitaires et experts.

Eur-Ifri organise des séminaires et des conférences, publie ses propres analyses et celles de l'Ifri. Les principaux axes de son développement sont : la diffusion des recherches de l'Ifri ; une contribution approfondie au débat européen en France ; le développement de l'activité de recherche de l'Ifri à Bruxelles.

Équipe

Pierre Defraigne, directeur

Chloé Debay-Cornish, assistante

Claire Queriat, assistante

Un rendez-vous hebdomadaire : « Les Mardis d'Eur-Ifri »

Ces déjeuners-débats, qui se déroulent en français ou en anglais, permettent à l'Ifri de contribuer activement au débat européen.

10 janvier - Qu'est-ce que l'Europe peut apprendre du Japon ?, avec *Denis Tersen*, directeur régional du Commerce extérieur pour l'Île-de-France, ancien ministre conseiller à l'ambassade de France à Tokyo.

31 janvier - Reach : a Test Case for the EU Institutions on Deal Making in the Future ?, avec *Jos Delbeke*, directeur à la DG environnement, Commission européenne.

7 février - The Democratic Election of the Hamas : a Threat or an Opportunity ?, avec *Leïla Shahid*, déléguée de la Palestine auprès de l'UE.

16 février - Qu'est-ce que la Roumanie apporte à l'UE ?, avec le prince *Radu von Hohenzollern*, représentant spécial du gouvernement roumain.

21 février - The Democratic Election of the Hamas : a Threat or an Opportunity ?, avec *Élie Barnavi*, ancien ambassadeur d'Israël à Paris, directeur du département d'histoire, Université de Tel Aviv.

7 mars - L'UE, puissance civile, peut-elle construire une relation stratégique avec la Chine, puissance globale ?, avec *Thierry de Montbrial*, directeur général de l'Ifri, et *Chengyuan Guan*, ambassadeur

de la République populaire de Chine auprès de l'UE, présidé par *Eneko Landaburu*, directeur général des Relations extérieures, Commission européenne.

14 mars - EU Competition Policy : Between Regulation and Litigation ?, avec *Philip Lowe*, directeur général de la Concurrence, Commission européenne.

25 avril - L'Europe, en panne de projet ? avec *Louis Michel*, commissaire européen au Développement.

2 mai - The International Role of EU from an American Viewpoint avec *Leslie Lebl*, Conseil atlantique des États-Unis, présidé par *Gunnar Wiegand*, chef d'unité, DG Relex, Commission européenne.

9 mai - Repetition of History ? Is Europe still Venus and the United States still Mars ? The Iran Case avec *Dominique Moïsi*, conseiller spécial de l'Ifri, présidé par *Hervé Jouanjean*, directeur général adjoint à la DG Relex, Commission européenne.

16 mai - Avian Flu : Are EU and Member States Ready ? avec *Robert Madelin*, directeur général de la DG Santé et Protection des consommateurs, Commission européenne.

23 mai - Can the EU Really Win the Race to the High Value-added Areas with China and India ? And What should we do if it can't ? avec *Caroline Lucas*, députée européenne.

6 juin - Un an après les référendums, faut-il défendre le traité constitutionnel ? avec *Pierre Jonckheer*, député européen, vice-président du Groupe des Verts/ Alliance Libre européenne.

20 juin - La crise européenne, réflexions et perspectives avec *Étienne Davignon*, ministre d'État, ancien vice-président de la Commission européenne.

27 juin - Sécurité et défense : les progrès de l'Europe avec *Christine Roger*, ambassadeur, représentant de la France au Comité politique et de sécurité.

11 juillet - La mondialisation et les pays émergents avec *Christine Lagarde*, ministre française déléguée au Commerce extérieur.

18 juillet - Concluding the Doha Trade Round avec *Peter Mandelson*, commissaire européen au Commerce.

25 juillet - Quelle leçon l'UE devrait-elle tirer de l'aggravation de la crise au Moyen-Orient ? avec *Dorothee Schmid*, chercheur à l'Ifri.

12 septembre - Immigration : What EU Response ? avec *Jonathan Faull*, directeur général de la DG Justice, liberté et sécurité, Commission européenne, présidé par l'ambassadeur *Lilianne Bloem*.

19 septembre - The Proposal of the European Commission on Roaming Fees : Genesis and Current Discussions, avec *Fabio Colasanti*, directeur général de la DG Société de l'information et des médias, Commission européenne.

25 septembre - The Peaceful Rise of China and its Global Impact, avec *Mme Qiu Yuanping*, vice-ministre des Relations extérieures de la République populaire de Chine, et un panel d'experts composé de *Michael Emerson* (CEPS), d'*Antonio Missiroli* (EPC) et d'*André Sapir* (Bruegel).

3 octobre - L'unité de l'UE est-elle menacée par le blocage actuel ?, débat spécial introduit par *Jean-Victor Louis*, professeur honoraire, Université libre de Bruxelles, et *Nicolas Théry*, conseiller, DG Environnement, Commission européenne.

17 octobre - Why the Doha Round Should be Saved ! avec *Pascal Lamy*, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

7 novembre - L'endettement public dans l'Eurozone : un scénario catastrophe français, avec *Philippe Riès*, directeur du bureau de l'Agence France Presse, Bruxelles.

14 novembre - The New EU Trade Policy avec *Simon Fraser*, chef de cabinet de Peter Mandelson, DG Commerce.

5 décembre - Le cheminement vers le futur traité constitutionnel pour l'UE, avec *Jean-Claude Piris*, directeur général au service légal du Conseil de l'UE.

13 décembre - Quelles frontières pour l'UE pour quel projet européen ? en association avec la Fondation Robert Schuman, introduit par *Sylvie Goulard*, chercheur associé au Centre d'études et de relations internationales (CERI Sciences Po, Paris), enseignante au collège d'Europe à Bruges, avec, comme modérateur, *Pascale Joannin*, directeur général de la Fondation Robert Schuman.

19 décembre - Que peut-on faire de plus à 25, et qu'est-ce qui est plus difficile ? avec *Pierre Sellal*, ambassadeur de France, représentant permanent de la France auprès de l'UE.

Conférences et colloques

9 mars - Le modèle social européen : quelles directions et responsabilités pour l'Union européenne ?, en association avec Notre Europe.

15 septembre - RAMSES 2007 : Europe in the World, en association avec l'Institut royal des relations internationales, à l'occasion de la parution du rapport annuel de l'Ifri.

20 octobre - La fiscalité de l'entreprise européenne dans l'impasse : concurrence ou harmonisation ?, en association avec la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation Jean-Jaurès.

Workshop

5-6 octobre - Geopolitics of Global Environmental Governance, workshop organisé dans le cadre de Garnet Jerp 5.3.1.

Publication

« L'Union européenne dans la gouvernance globale », Pierre Defraigne, in *RAMSES 2007*, Paris, Ifri/Dunod.

Le Centre français sur les États-Unis (CFE)

Le Centre français sur les États-Unis, créé le 1^{er} septembre 1999 à l'Ifri, a pour mission d'améliorer la connaissance réciproque des politiques publiques de la France et des États-Unis, de façon à permettre aux milieux dirigeants de mieux comprendre le fonctionnement du système de l'autre pays.

Il est indépendant dans ses travaux et dans ses conclusions, mais en prise directe avec les centres d'intérêts des milieux politique et économique.

Le centre analyse les développements politiques, économiques et sociaux des États-Unis, ainsi que leur impact sur la conduite de la politique américaine dans le monde et sur les relations transatlantiques et franco-américaines.

Dirigé par *Guillaume Parmentier*, le CFE conduit des programmes de travail, organise des débats et publie des *policy papers*. Ses travaux s'articulent autour de quatre axes :

- politique étrangère et de sécurité des États-Unis ;
- politique intérieure ;
- énergie et changements climatiques ;
- politique spatiale.



Politique étrangère et de sécurité des États-Unis

Le CFE a pour objectif d'offrir aux décideurs et aux observateurs concernés des clés pour mieux comprendre la complexité des modes de décision aux États-Unis. Le centre publie notamment un guide des membres et staffers du Congrès des États-Unis ayant une influence en matière internationale et mettant l'accent sur les spécificités de la procédure parlementaire américaine. Ce guide est régulièrement mis à jour.

Politique intérieure et programme « Homeland Security »

Le centre travaille à la mise sur pied d'un programme destiné à favoriser la coopération franco-américaine autour du concept de « Homeland Security ».

Programme Énergie et changements climatiques

Ce programme s'est fixé pour objectif de développer une compétence de niveau international sur les politiques de l'énergie et du changement climatique. Les travaux se sont concentrés sur le débat sur la sécurité énergétique aux États-Unis. Ils font l'objet d'une publication de *Pierre Noël* (à paraître) et d'une étude de *David M. Reiner*.

Responsable : *Pierre Noël*, chercheur au CFE, *David Reiner*, Judge Institute of Management, Cambridge University.

Programme Espace

Grâce au rôle moteur de la France, l'Europe est devenue l'une des principales puissances spatiales dans le monde. L'Europe aligne les réalisations industrielles de premier plan (Ariane, satellites de télécommunication, bientôt Galileo) et les missions d'exploration de l'Univers (projet Aurora). Elle réfléchit aujourd'hui aux utilisations possibles de l'espace pour la sécurité. L'analyse des processus de décision et des enjeux de tous ordres, ainsi que la comparaison avec les autres puissances spatiales (États-Unis, Russie, Asie, etc.), constituent un accompagnement indispensable de ce grand axe de la politique européenne.

Créé en 2001, le programme Espace se donne pour objectif de suivre et analyser la politique spatiale de la France, de l'Europe et des autres puissances, de diffuser la réflexion d'experts sur les questions d'exploration, d'exploitation et de militarisation de l'espace, et de faciliter le dialogue entre acteurs publics et privés.

Il est dirigé depuis sa création par *Laurence Nardon*, également maître de conférence à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris.

Les différents axes de recherche du programme sont les suivants :

Le suivi des principales applications spatiales : lanceurs, navigation, observation, télécommunication

Cet axe intéresse tout particulièrement les partenaires industriels du programme. Fin 2006 a débuté un effort de recherche particulier sur les applications futures, civiles et militaires de Galileo. Il donnera lieu à la publication d'une « Note de l'Ifri » et à une conférence à Bruxelles courant 2007.

La militarisation de l'espace

Ce projet, démarré en 2006, rend compte des évolutions vers une « arsenalisation » de l'espace observées aux États-Unis et en Chine. Son objectif est d'informer la communauté spatiale française et européenne et d'accompagner l'émergence d'une position européenne sur cette question.

Les grandes puissances spatiales : Europe, États-Unis, Russie, Asie

Longtemps concentré sur les problématiques spatiales américaines, le programme Espace élargit aujourd'hui son champ d'analyse aux programmes spatiaux développés dans le reste du monde. Des études sur la Russie et la Chine ont été menées en 2006.

L'exploration de l'Univers

À travers des séminaires et des publications, le programme poursuit l'étude des projets américains de retour sur la Lune et l'opportunité d'une coopération transatlantique.

Publications

Galileo, la navigation par satellite européenne. Questions juridiques et politiques au temps de la Concession, *Aurélien Desingly* (dir.), collection « Travaux et recherches de l'Ifri ».

« Notes de l'Ifri » (disponibles sur www.ifri.org)

La Lune, patrimoine commun de l'humanité ? Comment exploiter les ressources lunaires dans le respect du droit international, *Sabine Akbar*, décembre.

L'Arsenalisation de l'espace : les projets américains, *Laurence Nardon*, décembre (note issue d'une consultance pour la Délégation aux Affaires stratégiques [DAS] du ministère de la Défense).

Document de travail

Les Réorganisations de l'industrie spatiale russe, *Laurence Nardon* et *Tatiana Kastouéva-Jean*, décembre (ce papier préliminaire est en cours d'approfondissement, dans le cadre d'un effort de recherche coordonné par le Centre d'analyse et de prévision [CAP] du ministère des Affaires étrangères).

Séminaires

Politique étrangère et intérieure

23 mars - **Coopération franco-américaine contre le terrorisme**, avec *Dana Priest*, journaliste, Washington Post.

28 juin - **L'Amérique et le monde**, avec *Stanley Hoffmann*, professeur, Université de Harvard.

Programme Énergie

30 mars - **La hausse des prix du pétrole et du gaz. Impact sur la production d'électricité, les transports et les émissions de CO2**

3^e Séminaire transatlantique de politique énergétique et climatique, organisé avec *Resources for the Future (RFF)* (Washington). Ce séminaire a exploré les implications possibles à moyen et long terme des prix élevés du pétrole et du gaz naturel sur les systèmes énergétiques mondiaux et les émissions de CO2 ; il a également mis en évidence certains des facteurs déterminants dans la « sélection », parmi les évolutions induites par la hausse des prix de l'énergie, entre celles qui sont favorables en termes environnementaux et celles qui le sont moins, et, enfin, tiré certains enseignements pour les politiques publiques à la fois dans les pays émergents et dans les pays développés.

Programme Espace

17 janvier - **Le système global d'observation de la Terre et ses composantes européenne et américaine**
Cette conférence d'une journée a réuni une quarantaine de décideurs européens et américains pour faire le point sur les enjeux politiques liés aux programmes d'observation de la Terre GMES (Global Monitoring for Environment and Security, système européen), IEOS (Integrated Earth Observing System, système américain) et GEOSS (Global Earth Observation System of Systems, système mondial).

12 octobre - **Le retour sur la Lune, comment la NASA prépare sa prochaine mission**
Petit-déjeuner - débat autour de *Vincent Sabathier*, Senior Fellow, directeur des Initiatives spatiales au *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, Washington.

15 novembre - **Les projets d'arsenalisation de l'espace aux États-Unis**
Réunion fermée d'experts français et européens.

12 février 2007 - **Entre les États-Unis et la Chine, les dynamiques actuelles de l'espace militaire**
Conférence autour de *Jim Lewis*, Senior Fellow, directeur du programme *Technology and Public Policy* au CSIS.

n.b.

Guillaume Parmentier a quitté l'Ifri au début du mois de janvier 2007.

Depuis le début de l'année 2007, les activités du CFE sont réparties sur trois programmes :

- le programme Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie, lancé en septembre 2006 ;
- le programme Espace, lequel devient autonome sous la responsabilité de Laurence Nardon
- le programme Transatlantique lancé fin 2005.

Le Centre Russie/Nei

Lancé en juillet 2004, le Centre Russie/NEI a pour objectif d'étudier la Russie et les nouveaux États indépendants dans une perspective *policy oriented* et de participer au débat européen sur cette zone.

Le centre propose une collection électronique de *policy papers* – Russie.Nei.Visions – publiés en français, anglais et russe.

Équipe

Thomas Gomart, responsable du centre

Tatiana Kastouéva-Jean, assistante de recherche

Adrian Dellecker, assistant de recherche

Catherine Meniane, assistante

L'activité de recherche s'articule autour de quatre axes

Élites et prise de décision

Ce programme vise à une meilleure compréhension de la formation des élites politiques, économiques et militaires dans les pays de la zone. L'influence des groupes respectifs ainsi que les différentes voies d'accès au pouvoir permettent d'éclairer le processus de décision. Une attention particulière est portée à l'interface entre leaderships politique et militaire afin d'identifier des points de blocage du système russe ainsi que des facteurs d'évolution.

« Partenariat stratégique » entre l'Union européenne et la Russie

Central pour la stabilité du continent européen mais aussi pour le développement des relations commerciales entre les deux parties, ce partenariat traverse aujourd'hui une crise de confiance. Les travaux visent à faciliter les échanges entre les deux parties et à faire émerger une force de proposition du côté européen aussi bien que russe. Une *task force* a ainsi été créée afin de formuler des recommandations opérationnelles.

Interactions des politiques énergétique et étrangère de la Russie

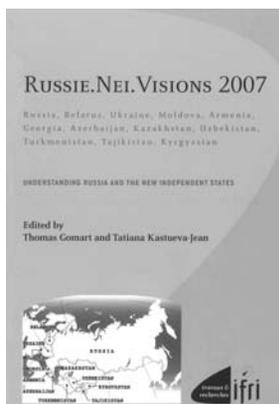
Le contrôle de la rente énergétique est décisif non seulement pour l'organisation politico-économique de la Russie mais aussi pour la nature de ses relations extérieures. L'objectif est d'examiner les recompositions du paysage énergétique russe et ses implications dans les pays voisins tout en s'interrogeant sur les différents usages de l'approvisionnement énergétique. Les travaux s'appuient notamment sur la réunion régulière d'une *Eurasian Energy Task Force*. Ils sont menés en collaboration avec le programme Énergie.

Innovations technologiques et recherche scientifique

Afin de pouvoir anticiper les possibles diversifications de l'économie russe, ce programme analyse les recompositions en cours dans le domaine technologique. Il cherche à identifier les niches d'excellence et les formations scientifiques permettant à la Russie de participer à la compétition internationale.

Le Centre Russie/NEI est par ailleurs en charge du volet du **Programme transatlantique** consacré aux approches américaines et européennes de la Russie (voir Programme transatlantique).

Il entretient des relations régulières avec l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) avec lequel il organise chaque année un séminaire, alternativement à Paris ou à Moscou. Le centre organise de nombreuses rencontres autour d'acteurs (*Mikhail Saakachvili*, président de la Géorgie, les 29 et 31 mai) ou d'analystes de la scène eurasiatique (déjeuner-débat Eur-Ifri à Bruxelles, avec *Thomas Gomart* et *Bobo Lo* (Chatham House), sur les relations UE/Russie et Russie/Chine, le 18 avril).



Russie.NEI.Visions 2007
Understanding Russia and the New Independent States, Thomas Gomart et Tatiana Kastouéva-Jean (dir.)

Études (Thomas Gomart)

« Quelle pourrait être une politique des marches de l'UE à l'horizon 2015 (mer Noire : Ukraine, Russie...) ? », étude réalisée à l'attention de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, avec *Gilles Lepesant*.

« Londres, Paris, Berlin et Moscou : dernier carré des relations UE/Russie ? », étude réalisée à l'attention du Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères.

« L'influence américaine dans la nouvelle Europe », note réalisée dans le cadre de l'Observatoire de la stratégie américaine, ministère de la Défense, avec la participation de *Krzysztof Soloch*.

Publications

Russie.Nei.Visions (collection numérique de *policy papers*) disponibles également en anglais et russe sur www.ifri.org

La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le statu quo ?

Fiona Hill et *Omer Taspinar*, n° 8, janvier.

L'état ukrainien : entre la faiblesse intérieure et la dépendance extérieure

James Sherr, n° 9, mars.

Numéro spécial UE/Russie, n° 10, mai :

• **La Russie, l'Otan et l'UE : un triangle pour la sécurité européenne ou une nouvelle « entente » ?**, *Andrew Monaghan*, n° 10(a).

• **UE et Russie : un équilibre à trouver entre géopolitique et régionalisme**, *Thomas Gomart*, n° 10(b).

• **Représenter les intérêts privés pour renforcer la confiance entre la Russie et l'UE**
Timofei Bordatchev, n° 10(c).

• **Diversification des sources – la meilleure stratégie pour les relations énergétiques UE-Russie** *Michael Thumann*, n° 10(d).

Abkhazie et Ossétie du Sud : le choc des intérêts russes et géorgiens

Tracey German, n° 11, juin.

L'Organisation de coopération de Shanghai vue d'Astana : un « coup de bluff » géopolitique ?

Mourat Laumouline, n° 12, juillet.

Le dialogue énergétique UE-Russie : concurrence contre monopoles

Vladimir Milov, n° 13, septembre.

« Splendeurs et misères » de l'enseignement supérieur en Russie

Tatiana Kastouéva-Jean, n° 14, septembre.

Les *policy papers* sont publiés dans

Russie.Nei.Visions 2007.

Understanding Russia and the New Independent States, *Thomas Gomart* et *Tatiana Kastouéva-Jean* (dir.), « Travaux et recherches de l'Ifri », 2007.

Séminaires

15-16 octobre - XII^e séminaire franco-russe sur les questions de sécurité : Ifri-MGIMO

Ce séminaire a été l'occasion d'une mise en perspective de l'actualité internationale. Les débats ont mis l'accent sur la prolifération, avec le général *Vladimir Dvorkin*, Moscou Carnegie Center, et *Anatoli Tokunov*, MGIMO, et la sécurité énergétique, avec *Andrei Kondakov*, ministère russe des Affaires étrangères, *Serguei Bogdanchikov*, Rosneft, et l'ambassadeur *Pierre Morel*. *Thomas Gomart* a présenté un papier : « Qu'est-ce que la sécurité énergétique ? ».

15 décembre - Séminaire fermé : « The Restoration of Russian Power : Toward an energy-based Deterrence ? »

Cette réunion est la première d'une série de séminaires organisés dans le cadre de la *Eurasian Energy Task Force*.

Quatre papiers ont été présentés par *Frank Umbach*, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), Berlin, *William Tompson*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Paris, *Martha Brill Olcott*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, et *Vladimir Milov*, Institute of Energy Policy, Moscou. Ils ont été discutés par *Jacques Lesourme*, *Philippe Lorec*, *Pierre Morel* et *Thomas Gomart*.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.



Conférence Ifri/MGIMO, 15-16 octobre

Le Centre asie ifri

L'objectif du Centre asie ifri est d'offrir un éclairage sur les grands enjeux politiques, stratégiques et économiques en Asie orientale et dans le sous-continent indien.

Il se trouve au cœur d'un important réseau académique et d'expertise internationale et entretient des échanges réguliers avec ses homologues asiatiques, européens et américains. En association avec ses partenaires, publics ou privés, il conduit séminaires, groupes de réflexion et travaux d'analyse, dont les résultats sont présentés dans le cadre de l'Ifri.

Une lettre d'information régulière a été créée en janvier 2006.

Depuis novembre 2005, le centre est dirigé par *Valérie Niquet*.

Équipe

Valérie Niquet, directeur

Françoise Nicolas, chercheur, économiste (économies émergentes) et maître de conférences associée à l'Université de Marne-la-Vallée

Yang Baoyun, chercheur associé, directeur adjoint du Center for Asian-Pacific Studies, Université de Beida, Pékin

Céline Pajon, coordinatrice du groupe de réflexion « Culture stratégique et politique de défense des grandes puissances asiatiques »

Martine Breux, assistante



Chine - Japon : l'affrontement, *Valérie Niquet*, Éditions Perrin

Quatre axes de recherche ont été privilégiés

L'émergence de la puissance chinoise

L'émergence de la puissance chinoise et son intégration dans le système mondial constitue un élément pivot du programme de travail du Centre asie ifri. La Chine a mis en œuvre avec succès, depuis plus de 25 ans, une politique de croissance très volontariste, fondée sur une stratégie de réformes économiques et d'ouverture au monde extérieur. Cette stratégie d'émergence pacifique s'est traduite par une croissance rapide et continue et une globalisation des intérêts chinois, ce qui suscite aujourd'hui un certain nombre d'interrogations de la part de ses partenaires. C'est le cas notamment dans le secteur de l'énergie où la Chine poursuit une stratégie offensive d'implantation très loin de ses zones d'influences traditionnelles, jusqu'au Moyen-Orient et en Afrique.

Mais cette très forte croissance de la Chine s'inscrit également dans un contexte politico-stratégique spécifique, qui détermine les choix et les orientations futures du régime, que ce soit en matière de stabilité interne ou d'affirmation de puissance dans sa zone et au-delà.

À travers ses travaux et les réunions qu'il organise, le Centre asie ifri joue un rôle central dans l'organisation du débat nécessaire à la prise de décision concernant le poids et le rôle futur de la Chine.

Les relations entre grandes puissances asiatiques et leur rôle de structuration des relations internationales

L'autre caractéristique de l'ensemble de la zone Asie est la persistance d'une situation stratégique complexe où des conflits de type traditionnel se conjuguent à la multiplication de risques nouveaux qui pèsent sur la stabilité et les perspectives de développement à long terme de l'ensemble de la zone. Un axe de recherche important est donc consacré à l'étude des conflits dans la région Asie-Pacifique (Chine Japon, question taiwanaise, relations avec les États-Unis, rôle de la puissance indienne), ainsi qu'à l'influence de ces conflits sur la stratégie asiatique de l'Union européenne (UE).

Relations économiques UE-Asie de l'Est

Avec la suspension, à l'été 2006, des négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'attrait des accords régionaux de libre-échange ne cesse de s'accroître. L'UE s'est tournée plus résolument vers cette stratégie et a engagé des discussions préliminaires avec nombre de partenaires, notamment asiatiques. C'est dans ce contexte qu'a été confié au Centre asie ifri, en collaboration avec l'Université de Limerick, un projet de recherche sur une analyse qualitative d'un éventuel accord de libre-échange entre l'UE et l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN).

Le projet, piloté par *Françoise Nicolas et Bernadette Andreosso-O'Callaghan* (Université de Limerick), a été mené à bien au cours du premier semestre. Toutes deux ont notamment participé dans ce cadre à trois réunions de l'ASEAN-EU *Vision Group on Economic Partnership* en préalable au lancement des négociations officielles prévu pour le début de 2007. Les conclusions du projet ont alimenté le rapport du *Vision Group*.

Publications

A Qualitative Analysis of a Potential Free Trade Agreement between the EU and ASEAN, (*Andreosso-O'Callaghan, L. Low, F. Nicolas, A. Petschiri, T. Thomsen and U. Uprasen*), Commissioned Report for the European Commission, DG Trade, Brussels, May 2006.

Françoise Nicolas a également participé au séminaire GARNET (Network of Excellence on Global Governance, Regionalisation and Regulation : « The Role of the EU », Bruges, 30 juin-1^{er} juillet) pour présenter les conclusions du projet.

Au cours du second semestre, un autre projet de recherche a été lancé, avec le soutien de la Korea Foundation, sur les enjeux d'un accord de libre-échange UE-Corée du Sud. Ce projet, qui devrait aboutir dans le courant de l'année 2007, rassemble des chercheurs européens et coréens.

Restructuration économique en Asie de l'Est, dix ans après la crise financière

Au cours de la dernière décennie, les économies d'Asie de l'Est ont connu de profondes mutations. Au-delà des réformes mises en place dans le sillage immédiat de la crise financière de 1997-1998, elles ont été confrontées au défi que constitue la montée en puissance de la Chine. Un important axe de recherche a porté sur l'examen de ces tendances ainsi que sur l'analyse de l'évolution du processus de réorganisation régionale engagé dans ce contexte.

Dialogues bilatéraux

Dialogue franco-japonais

Le dialogue établi avec le Japan Institute of International Affairs (JIIA) réunit tous les ans alternativement à Tokyo et à Paris experts japonais et français sur les grands enjeux de relations internationales. Le 14^e dialogue commun s'est tenu à Tokyo le 26 octobre.

Dialogue franco-chinois

Le Centre asie ifri entretient des relations avec les principaux centres de recherche chinois (Académie des sciences sociales de Chine, Forum des réformateurs, Académie des sciences militaires, Shanghai Institute for International Studies [SIIS], China Foreign Affairs University [CFAU], China Institute of Contemporary International Relations [CICIR], etc.). La dernière réunion avec le CICIR a eu lieu à Ifri le 17 mai sur le thème de l'islamisme extrême et la lutte antiterroriste.

Dialogue franco-coréen

Des échanges réguliers ont lieu avec la Korea Foundation, lors de réunions tenues alternativement à Séoul et à Paris.

Groupes de réflexions

Afin d'appréhender les évolutions politiques, économiques et stratégiques en cours, un groupe de réflexion sur les économies asiatiques se réunit régulièrement. Regroupant experts et praticiens, il permet un échange informel autour d'une présentation.

Projets

Les programmes en cours seront poursuivis, en portant un accent particulier à l'émergence des puissances asiatiques et leur influence sur la gestion de l'énergie et des matières premières au niveau global.

Les travaux du centre ont pour objectif de s'ouvrir à l'ensemble de la zone en mettant en place un programme de recherche consacré à l'Inde, nouvel acteur économique de poids et grande puissance politique émergente.

La réémergence du Japon en tant qu'acteur politique au niveau régional et global sera également prise en compte.

Publications

La Lettre du Centre asie ifri.

Cette lettre régulière offre une analyse prospective sur des événements politiques, stratégiques ou économiques qui concernent l'Asie, de l'océan Indien à l'Extrême-Orient. Elle est alimentée par l'expertise des membres permanents ou associés du centre. Les chercheurs ou experts français et étrangers qui le souhaitent peuvent également s'y exprimer. Elle est disponible sur le site de l'Ifri et fait l'objet d'un abonnement.

Groupe de réflexion sur les économies asiatiques

Présidence : Valérie Niquet et Françoise Nicolas.

21 mars - Les géants de l'économie indienne
Diana Hochraich, chargée de mission, Direction de la prévision et de l'analyse économique, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

26 avril - La gestion du vieillissement de la population au Japon
Évelyne Dourille-Feer, économiste, Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

13 juin - Les stratégies économiques de la Chine en Afrique
Nicolas Pinaud, économiste, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et *Valérie Niquet*.

28 septembre - Les accords commerciaux régionaux en Asie de l'Est : dimensions politique et économique
Françoise Nicolas et *Valérie Niquet*.

Les rencontres du Centre asie ifri

Présidence : Valérie Niquet

19 mai - Les relations sino-japonaises et la coopération en Asie de l'Est
Yang Baoyun, chercheur à la Faculté des relations internationales, Université de Pékin.

23 octobre - Le modèle chinois de développement dans le contexte de la globalisation
Yan Shuhan, professeur, directeur de la division sociopolitique, École centrale du Parti communiste chinois (PCC), et *Zhao Jianjun*, professeur, division de philosophie, École centrale du PCC.

24 novembre - Cachemire : évolution et perspective, avec une délégation du Jammu-et-Cachemire composée de membres du gouvernement de cet État, de représentants de la société civile et d'organisations internationales, de personnalités indiennes et de chercheurs.

Séminaires

10 avril - Perspectives commerciales et de croissance en Asie
Organisé par la Banque asiatique de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD) et le Centre asie ifri à l'occasion de la publication du dernier rapport de la BAD, *Asian Development Outlook 2006*. Avec les interventions de *Frank Harigan*, assistant chef économiste de la BAD, *Pierre Jacquet*, chef économiste et directeur exécutif de la stratégie de l'AFD, et sous la présidence de *Valérie Niquet*, Centre asie ifri.

26-27 octobre - 14^e dialogue JIIA-Ifri, organisé avec le JIIA à Tokyo.

9 novembre - L'Asie de l'Est après l'essai nucléaire nord-coréen, organisé avec l'Institut universitaire de hautes études internationales (HEI) à Genève.

(Voir aussi « Publications »)

Le Centre Moyen-Orient/Maghreb

Les travaux du centre portent sur les pays du pourtour de la Méditerranée, les dynamiques de recomposition/modernisation dans les pays de la zone et les stratégies des acteurs extérieurs – États-Unis, Union européenne, Russie. L'Ifri dispose d'une expertise sur l'espace maghrébin (ses dynamiques internes, les enjeux économiques, ses relations extérieures). Une réflexion suivie est consacrée à la question de l'islam d'Occident. Les puissances régionales – Turquie, Iran – font par ailleurs l'objet d'une attention particulière.

La participation de l'Ifri aux travaux d'EuroMeSCo – un réseau regroupant 48 instituts issus des pays du Partenariat euro-méditerranéen – ainsi que son appartenance à un réseau d'excellence de la Commission européenne permettent à ses chercheurs des échanges fructueux.

Équipe

Denis Bauchard, ancien diplomate, conseiller pour le Maghreb et le Moyen-Orient

Khadija Mohsen-Finan, chercheur (Maghreb, immigration, islam en Europe)

Judith Cahen, assistante de recherche (Syrie, politique arabe de la France)

Dorothee Schmid, chercheur (Méditerranée, Turquie, Palestine)

Raed Bader, chercheur post doc. (media dans le monde arabe)

Clément Therme, assistant de recherche (Iran)

Jeanne Frey, assistante

En 2006, les travaux du département ont mis l'accent sur plusieurs thèmes.

Les crises au Moyen-Orient

Les activités du centre ont été très influencées par une actualité particulièrement chargée tout au long de l'année. Les échéances électorales en Égypte, en Palestine, en Israël et leurs conséquences, les tensions entre la Syrie et ses voisins, le dilemme irakien, enfin la « guerre des 33 jours » au Liban et ses suites ont été largement commentés lors de conférences et tables rondes, par l'équipe de l'Ifri mais également par *Samir Aïta*, *Joseph Bahout*, *Alain Gresh*, *Jean-François Legrain* et *Farouk Mardalm-Bey* notamment. L'Ifri s'est aussi interrogé sur l'avènement de démocraties islamistes dans le monde arabe avec *Hervé de Charrette* et *Bassma Kodmani* ou sur l'émergence d'un « arc chiite » avec *Mohamed Reza Djallili* et *Yann Richard*.

Un séminaire organisé par *Denis Bauchard* « Israël 2006 : les nouveaux défis », tenu peu avant la guerre de l'été 2006, a notamment mis l'accent sur l'ampleur des défis auquel Israël doit faire face à la fois en termes de politique intérieure et d'environnement extérieur. La question israélo-palestinienne a été suivie par *Dorothee Schmid* sous l'angle de l'assistance financière aux territoires palestiniens.

La politique de l'Union européenne et des États-Unis en Méditerranée

Dans le cadre du Réseau d'excellence des centres de recherche en sciences humaines sur la Méditerranée de la Commission européenne « Ramsès2 », une table ronde a été organisée le 15 décembre par *Khadija Mohsen-Finan* sur le rôle de l'Union européenne (UE) et des pays du pourtour méditerranéen dans cette région : L'analyse a porté sur les visions décalées et divergentes européennes et américaines du nouveau Moyen-Orient. Partis d'une situation de monopole stratégique après le début des années 1990, les États-Unis sont aujourd'hui des acteurs parmi d'autres dans la région. Quant à l'UE, elle apparaît dotée d'une bonne volonté mais peu crédible.

Les stratégies des acteurs extérieurs ont également été abordées par *Dorothee Schmid* dans *RAMSES 2007* (« L'Europe au Moyen-Orient : une présence en mal de politique ») ainsi que dans deux études réalisées dans le cadre d'EuroMeSCo. La première, menée en coopération avec *Fares Braizat* (Center for Strategic Studies, Amman), a été consacrée à une comparaison des interventions de l'UE et des États-Unis en Jordanie et dans les territoires palestiniens. La seconde a été rédigée en partenariat avec le Leonard Davis Institute de l'Université hébraïque de Jérusalem, avec *Stephen Calleya* (Malta Mediterranean Academy of Diplomatic Studies) et *Shai Moses* (Université hébraïque de Jérusalem. Voir Publications). Voir aussi : *Européens et américains face aux crises du Moyen-Orient* (disponible sur www.ifri.org).

Pour sa part, *Denis Bauchard* a animé un atelier sur la démocratisation régionale lors de la conférence annuelle d'EuroMesSCO en octobre 2006.

Médias dans le monde arabe et en Méditerranée

Dans le prolongement des travaux effectués à Ifri sur les médias dans le monde arabe, de plus en plus acteurs à part entière des relations internationales, et dans le cadre du projet « Médias et identités collectives en Méditerranée » du réseau « Ramsès2 », *Khadija Mohsen-Finan* a organisé un séminaire les 30 novembre et 1^{er} décembre, à Casablanca, en partenariat avec la Fondation du Roi Abdul Aziz. L'objectif était d'analyser la place des médias dans les sociétés des pays méditerranéens et de considérer leur impact sur les scènes politiques et les comportements des utilisateurs. Au cours de ce colloque, ils ont été perçus tour à tour comme un facteur de transformation du système international et comme un contre-pouvoir politique ; la réflexion a également porté sur les médias et les imaginaires politiques.

Un chercheur post-doctorant de l'Université de Bir Zeit, *Raed Bader*, est associé à ce programme. Il a pour tâche essentielle de coordonner l'action des différents chercheurs qui participent à ce projet.

Maghreb : les relations Algérie/Maroc

Une étude, réalisée par *Khadija Mohsen-Finan* à l'attention de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, a été consacrée aux relations entre les deux grands États du Maghreb. Les raisons du contentieux qui les oppose sont aujourd'hui connues (rapport au territoire, conception de la nation, regard sur l'histoire, etc.) Cette étude a tenté, à partir d'un travail de terrain, de délimiter les causes du blocage existant pour voir si des dépassements du contentieux sont possibles.

Voir aussi : « Algérie : les grandes options du président Bouteflika », *Khadija Mohsen-Finan*, in *RAMSES 2007*.

Islam en Europe

L'islam en France a fait l'objet de traitements excessifs, souvent malintentionnés, lors des émeutes de l'automne de l'année 2005. Il était donc important de revenir à une approche dépassionnée, scientifique et ouverte de cette question qui, si elle a une spécificité française compte tenu de l'importance de la communauté musulmane en France, comporte également une dimension européenne. Tel était l'objectif de la table ronde organisée par *Denis Bauchard* le 10 mars, en partenariat avec le Conflict Prevention Partnership, autour de l'étude de *Patrick Haenni*, International Crisis Group (ICG), « La France face à ses musulmans : émeutes, jihadisme et dépolitisation ».

Les puissances régionales

L'Ifri renforce son analyse en direction de l'Iran

d'une part et de la Turquie d'autre part. Un programme de recherche, piloté par *Denis Bauchard* et conduit avec *Clément Therme* – qui a notamment effectué deux séjours d'étude en 2006 dans ce pays – sera développé en 2007. Ce programme s'articule autour de trois axes : la politique extérieure, les problèmes de sécurité régionale et les questions énergétiques. *Dorothee Schmid* développera la réflexion sur la Turquie (société civile, etc.)

Publications

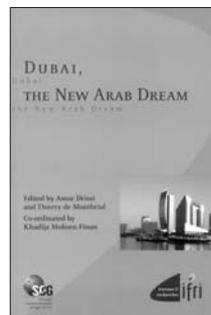
Publications numériques

- « Actualités Moyen-Orient/Maghreb »
- « Perspectives Moyen-Orient/Maghreb »

La fin d'une époque. L'Égypte après les doubles élections de l'automne 2005, *Sophie Pommier*, mai.

L'entente stratégique russo-iranienne, *Clément Therme*, mai.

La spirale de la crise dans le Liban libéré (2004-2006), *Agnès Favier*, juin.



Ouvrages

Dubai, The New Arab Dream, *Amar Drissi* et *Thierry de Montbrial* (dir.), *Khadija Mohsen-Finan* (coord.), « Travaux et recherches de l'Ifri ».

À paraître :

Démocratie : références musulmanes et occidentales, *Denis Bauchard* et *Abdellah Hammoudi* (dir.), *Judith Cahen* (coord.).

Séminaires

10 mars - Islam en Europe

Table ronde avec *Xavier Bougarel*, chargé de recherche, CNRS, *Denis Bauchard*, Ifri, *Fraser Cameron*, Senior Adviser, European Policy Centre, *Alain Déletroz*, vice-président Europe, ICG, *Patrick Haenni*, ICG, *Khadija Mohsen-Finan*, Ifri, et *Dominique Moisi*, Ifri.

26 juin - Israël 2006 : Les nouveaux défis

Organisé en partenariat avec le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du ministère des Affaires étrangères, avec de nombreuses personnalités de la région dont *Freddy Eytan*, ambassadeur, directeur des affaires européennes, Centre des affaires publiques et de l'État, Jérusalem, *Ilan Greilsammer*, Centre d'études européennes de l'université Bar-Ilan, Israël, *Ilan Halevi*, ancien vice-ministre adjoint des affaires étrangères et membre de la commission des relations extérieures du Fatah, Ramallah, *Hassan Barari*, Centre d'études stratégiques, université de Jordanie, Amman, *Marwan Bishara*, Université américaine de Paris ainsi que notamment *Edward Abington*, Washington, et *Marc Otte*, ambassadeur, représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen-Orient.

30 novembre-1^{er} décembre, Casablanca - Médias et identités collectives

Le choix de Casablanca, où l'on a assisté à l'explosion de nouveaux titres et à la naissance d'une presse relativement libre, était significatif.

15 décembre - Méditerranée et nouveau Moyen-Orient : quelles constructions stratégiques ?

Joseph Bahout, Institut d'études politiques (IEP), Paris, *Dominique David*, Ifri, *Thierry Fabre*, MMSH, *François Gouyette*, ambassadeur Euromed, *Giovanni Levi*, Université de Venise, *Khadija Mohsen-Finan*, Ifri, *Kalyso Nicolaidis*, Université d'Oxford, *Pierre Thénard*, ministère des Affaires étrangères, *Mohammed Tozy*, Université de Casablanca.

Conférences et débats

8 février - Entre pressions internationales et tensions régionales : la Syrie sur la sellette

Samir Aïta, économiste, directeur général de Mafhoum et du « Monde diplomatique » éditions arabes, *Joseph Bahout*, enseignant et chercheur associé, IEP, Paris, et *Farouk Mardam-Bey*, directeur de la collection « Sindbad » aux éditions Actes Sud et conseiller à l'Institut du monde arabe (IMA).

Présidence : *Judith Cahen*.

23 février - Palestine : les enjeux d'une élection

Petit-déjeuner - débat autour de *Jean-François Legrain*, CNRS, Maison de l'Orient et de la Méditerranée (GREMMO), Lyon, et *Alain Gresh*, Le Monde diplomatique.

Présidence : *Judith Cahen*.

5 avril - Interpénétrations : l'islam et l'Europe

Nilufer Göle, directrice d'études, École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Présidence : *Khadija Mohsen-Finan*.

25 juillet - Quelle leçon l'UE devrait-elle tirer de l'aggravation de la crise au Moyen-Orient ?

Dorothee Schmid, Ifri.

16 novembre - L'Iran et l'arc chiite : entre mythe et réalité

Mohamed Reza Djallili, professeur, Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et Institut universitaire d'études du développement (IUED), Genève, et *Yann Richard*, professeur, Université Paris III-Sorbonne nouvelle.

Présidence : *Denis Bauchard*

Le Centre des études de sécurité

La démarche adoptée par le Centre des études de sécurité prend en compte les mutations contemporaines de la notion de sécurité : les relations nouvelles entre facteurs militaires et civils supposés produire la sécurité ; l'interpénétration entre les dimensions internes et les dimensions externes de la sécurité des sociétés politiques ; l'élargissement du concept même de sécurité dans des logiques de sécurité humaine ou globale.

Le Centre des études de sécurité étudie les problématiques traditionnelles de défense, analyse les évolutions du champ de la sécurité et anticipe les développements futurs de la conflictualité. Le centre s'efforce de mener des programmes suivis dans la durée. Ces programmes sont transversaux par nature et impliquent une collaboration régulière avec les autres unités de recherche de l'Ifri.

Équipe

Étienne de Durand, responsable du centre (questions stratégiques et militaires, politiques de défense française et américaine, prolifération, simulation de crise)

Chercheurs :

Jean Klein (désarmement, prolifération)

Aline Lebœuf (stabilisation, reconstruction, sécurité humaine, Afrique subsaharienne, prospective)

Marc Hecker (terrorisme, conflit israélo-palestinien, simulation de crise)

Philippe Coquet, officier de l'Armée de terre (questions stratégiques et militaires, politique de défense française)

Chercheurs associés :

Jolyon Howorth (Europe de la défense, relations transatlantiques)

Alain Antil (crises africaines)

Thomas Rid, programme international TAPIR (politique étrangère des États-Unis et de l'Allemagne, relations entre médias et militaires, innovation militaire et apprentissage organisationnel)

Krzysztof Soloch (politiques de sécurité européennes, Europe centrale et orientale)

Françoise Thomas, assistante

Quatre axes de recherche et d'intervention ont été privilégiés : l'évolution du monde conflictuel, la prolifération des armes de destructions massives (ADM), l'analyse des stratégies et des grandes politiques de sécurité, et l'évolution des appareils militaires et de leurs modalités d'intervention.

L'évolution du monde conflictuel

Sont étudiées en parallèle les formes de conflit non conventionnelles (terrorisme, insurrection, postures asymétriques), la prospective conflictuelle à long terme et les problématiques de sécurité humaine.

Programme « Problématiques terroristes »

Ce programme s'est concrétisé, avec le soutien du Centre d'études et de prévision (CEP) du ministère de l'Intérieur, par la réalisation d'une simulation de crise terroriste sur le territoire national, fondée sur des hypothèses spécifiques à l'Ifri et mettant en exergue les problèmes de coordination entre les divers acteurs étatiques impliqués. La simulation a été suivie d'un séminaire de débriefing thématique.

Programme « Prospective »

Réalisé en partenariat avec le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), ce séminaire a réuni des experts internationaux de la détection et de l'alerte précoce face aux crises. L'objectif était, à partir de la confrontation des systèmes existants et des expériences diverses des participants, de mener une réflexion sur la détection des processus de détérioration d'une situation pouvant conduire au déclenchement d'un conflit violent et d'analyser les modalités de mobilisation du processus décisionnel qui seule permet de mettre en place de véritables actions de prévention.

La prolifération des armes de destructions massives (ADM)

Ce programme reçoit le soutien du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et se manifeste par l'organisation d'une série de séminaires autour d'experts, ainsi que d'une journée d'études consacrée à un débat approfondi sur une question d'actualité. Sont analysées les problématiques de désarmement et de prolifération des ADM, les politiques de non-prolifération et les grands équilibres stratégiques. En 2006, l'accent a été mis sur l'évolution des crises nord-coréenne et iranienne, la stratégie chinoise et les relations entre prolifération et dissuasion.

Les contributions sont publiées dans une collection numérique créée à cet effet, les « Proliferation Papers » (diffusion à plus de 2 000 personnes en France et à l'étranger), et dans *Politique étrangère*.

Assertive Pragmatism : China's Economic Rise and Its Impact on Chinese Foreign Policy, *Minxin Pei*, Proliferation Paper n° 15.



Five Scenarios for the Iranian Crisis, George Perkovich, n° 16.

L'analyse des stratégies et des grandes politiques de sécurité

Ce programme inclut des thèmes généraux comme les relations transatlantiques et la sécurité européenne et des études stratégiques régionales réalisées en coopération avec les unités adéquates de l'Ifri.

Dialogues stratégiques

Le centre entretient des dialogues permanents avec plusieurs de ses homologues étrangers sur les questions de sécurité.

Dialogue transatlantique

Un séminaire quadripartite réunit chaque année des chercheurs de Chatham House, de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), de la RAND Corporation et de l'Ifri, alternativement à Londres, Berlin, Washington et Paris. Organisé les 5 et 6 octobre à Washington, par la RAND Corporation, le séminaire intitulé « Lessons from the Past ; Prospects for the Future » était consacré à une évaluation de la période écoulée dans le domaine des relations transatlantiques et aux leçons à en retenir pour l'avenir. La délégation française était composée du général *Vincent Desportes*, Centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF), d'*Étienne de Durand*, Ifri, et de *Jasmine Zerini*, SGDN.

Dialogue franco-russe

Organisé en partenariat avec l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), un séminaire bilatéral franco-russe sur les questions de sécurité se réunit annuellement depuis 12 ans, alternativement à Paris et à Moscou. En 2006, il s'est tenu à Paris (voir Programme Russie/NEI).

Dialogue franco-polonais

Dans le cadre des rencontres annuelles régulières franco-polonaises instaurées avec l'Institut polonais pour les affaires internationales (PISM), un séminaire bilatéral consacré aux « Problématiques de sécurité » a eu lieu à Paris le 12 décembre. Cette rencontre a été l'occasion de passer en revue les cultures stratégiques et les « agendas » de sécurité de la France et de la Pologne, la coopération franco-polonaise dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et la coopération bilatérale dans le domaine des appareils militaires.

Dialogue franco-balte

Un séminaire franco-balte organisé avec l'Institut des relations internationales et de science politique de Vilnius sur « Les problématiques de

sécurité », avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, s'est tenu à Vilnius le 18 décembre. La délégation française se composait, pour l'Ifri, de *Dominique David* et *Krzysztof Soloch*, pour la DAS, de *François Campagnola*, du colonel *Creux*, de *Christophe-Alexandre Paillard* et de l'IGA *Robert Ranquet*, et, pour le Sénat, de *Denis Badré* et *Anne-Laure Saint-Dizier*.

L'évolution des appareils militaires et de leurs modalités d'intervention

Cet axe recouvre aussi bien les thématiques liées à la « transformation militaire » et à l'évolution des appareils de défense que les interventions extérieures et autres opérations de stabilisation, depuis la stabilisation proprement dite jusqu'à la phase de reconstruction et de sortie de conflit. L'objectif est de confronter les choix politico-stratégiques aux évolutions de l'environnement de sécurité.

Les grandes options stratégiques et militaires américaines

Les travaux de l'Observatoire de la stratégie américaine, dont le Centre des études de sécurité assure la gestion au profit de la DAS, ont porté plus particulièrement sur la *Quadriennial Defense Review 2006*, les hypothèses de « militarisation » de l'espace, les rapports civils/militaires aux États-Unis et la stratégie des États-Unis dans l'ancien espace soviétique.

Le Laboratoire de recherche sur la défense

Un Laboratoire de recherche sur la défense (LRD) – dont le lancement effectif se fera en février 2007 – a été mis sur pied avec le soutien de l'armée de terre. Il a pour ambition de confronter les points de vue civils et militaires sur l'évolution des appareils militaires et leurs modalités d'intervention. Laboratoire original dans ses objectifs comme dans son fonctionnement, il s'appuie sur une équipe composée d'experts civils et militaires (de l'Ifri et de l'armée de terre), ainsi que sur des collaborateurs occasionnels. Ses travaux sont dégagés de toute affiliation institutionnelle. Il s'inscrit dans une logique de recommandation à destination de tous les acteurs de la sécurité.

Programme de bourse Post-doc pour les relations internationales et la sécurité (TAPIR)

L'Ifri participe au prestigieux programme TAPIR (Transatlantic Post-Doc Fellowship for International Relations and Security) qui lui permet, aux côtés de quelques-uns des plus éminents *think tanks* en matière de relations internationales — Carnegie Endowment for International Peace, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, RAND Corporation, Chatham House, SAIS Center for Transatlantic Relations, the Institute for Strategic and International Studies (IEI), the Center for International Relations (CIR), the Center for Security Studies (CSS) et le Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) — d'accueillir, durant huit mois,

des boursiers post-doctorants dont les recherches portent sur des sujets de relations internationales et de sécurité et de les intégrer à des programmes de recherche.

Publications

Consacrée à « la formation de la doctrine aérienne aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France », l'étude réalisée en 2005 par *Étienne de Durand* et *Bastien Irondelle* (alors chercheur associé à l'Ifri) au profit du Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD) du ministère de la Défense, a été publiée par le C2SD sous le titre *Stratégie aérienne comparée*.

« L'Europe et la sécurité mondiale », *Jolyon Howorth*, in *RAMSES 2007*.

Séminaires et débats

Programme « Prolifération »

(en coopération avec le CEA)

7 mars - Iran : entre l'AIEA et le Conseil de sécurité
George Perkovich, vice-président, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, et *Pierre Goldschmidt*, ancien directeur adjoint pour les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne.

18 mai - Quels développements pour la problématique nucléaire nord-coréenne ?
Narushige Michishita, spécialiste des questions de prolifération et de la Corée du Nord, conseiller pour le cabinet du Premier ministre du Japon, chercheur au National Institute for Defense Studies (NIDS) et directeur adjoint du Defense Policy Bureau (Japan Defense Agency [JDA]).

14 novembre - The Strategic and Military Consequences of China's Economic Rise
Mixin Pei, chercheur associé et directeur du secteur Chine, Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

19 décembre - Journée d'étude « Prolifération and Deterrence »

Cette journée a été consacrée : aux leçons de la guerre froide avec *David Yost*, NATO Defense College, et *Paul Schulte*, Advanced Research and Assessment Group, UK Defence Academy ; aux paramètres du nucléaire au XXI^e siècle avec *Yuri Fedorov*, Chatham House et directeur du Centre for War and Peace Studies, MGIMO, et *Camille Grand*, sous-directeur du désarmement chimique et biologique et maîtrise des armements classiques, ministère des Affaires étrangères ; enfin, à la dissuasion avec *Sir Michael Quinlan*, IISS, et *Shai Feldman*, directeur, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University.

Conférences

10 mai - De la future guerre : conflits et insécurité au XXI^e siècle *Thérèse Delpech*, chercheur associé au CERI, et *Louis Gautier*, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien conseiller de Lionel Jospin pour les questions de défense.

12 juin - Au sol et au loin ? L'emploi de la force dans les crises d'aujourd'hui Le général d'armée *Bernard Thorette*, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Séminaires

13 mars - Violences extrêmes : expliquer le passage à l'acte ?

Séminaire autour de *Jacques Sémelin*, chercheur au CERI, et *Bernard Rougier*, maître de conférence à l'Université de Clermont-Ferrand.

15 mai - Systèmes d'alerte précoce des crises
Séminaire organisé avec le soutien du SCDN.

7 juin - La gestion d'une crise complexe en milieu urbain

Séminaire organisé avec le soutien du CEP du ministère de l'Intérieur et consacré à un jeu de rôle puis à un débriefing thématique.

Programme Économie mondiale

Le programme Économie mondiale a continué pendant l'année 2006 à étudier les conséquences de la mondialisation sur l'évolution des systèmes productifs nationaux.

Équipe

Frédérique Sachwald, responsable des études économiques*

Luis Miotti, chercheur associé

Vincent Vasques, assistant de recherche

Catherine Ménière, assistante

Depuis 2000, la nouvelle phase de la mondialisation se caractérise par la conjonction de deux tendances fondamentales : le rôle croissant des pays émergents dans l'économie mondiale et la poursuite de la concurrence par l'innovation. Dans ce contexte, les entreprises doivent revoir l'organisation de leurs réseaux de production et d'innovation à l'échelle mondiale. Le programme Économie mondiale a étudié à la fois le développement et les conséquences de la mondialisation. L'analyse des interactions entre réseaux des entreprises, développement des échanges internationaux et systèmes productifs nationaux s'est organisée autour de **trois thèmes** : les réseaux mondiaux d'innovation et l'émergence de la Chine comme puissance scientifique et technologique, les délocalisations et l'évolution des systèmes productifs nationaux, la position de l'Europe et de la France dans la concurrence mondiale.

Les réseaux mondiaux d'innovation

Depuis les années 1990, les activités de recherche et développement sont devenues plus internationales et plus mobiles. La R&D est entrée dans l'ère de la mondialisation, avec retard par rapport à d'autres fonctions des entreprises, mais désormais selon des déterminants et une dynamique similaire. Longtemps considérée comme difficile à décentraliser, elle est devenue une activité de services, qui tend, comme la production, à être fragmentée et organisée en réseaux. Les progrès des technologies de l'information et de la communication, comme l'évolution des organisations des entreprises et des marchés, ont stimulé la fragmentation et l'externalisation de certaines activités de R&D. Au cours des dernières années, le phénomène s'est accéléré et amplifié, notamment avec l'intégration des pays émergents au sein des réseaux mondiaux d'innovation que forment les multinationales.

Diverses études indiquent un accroissement du nombre des implantations de R&D dans les pays émergents. Selon une enquête menée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en 2005, la Chine devrait, d'ici à 2009, devenir le premier lieu d'implantation des activités de recherche des entreprises multinationales, devant les États-Unis et l'Inde, la France occupant la 7^e place, derrière la Russie. Cette part majoritaire des pays émergents dans les nouvelles implantations de R&D correspond-elle à une « bulle » de l'investissement étranger dans certains pays comme la Chine ou à une redistribution durable ? La localisation d'un plus grand nombre de centres de R&D dans les pays émergents semble se faire largement au détriment des pays de l'Europe de l'Ouest. Cet affaiblissement de l'attractivité de certains pays européens pour la R&D peut-il être confirmé par une analyse plus approfondie ? Certaines politiques publiques actuellement mises en place sont-elles susceptibles d'attirer un plus grand nombre d'implantations de R&D ?

Cinq conférences sur les réseaux mondiaux d'innovation ont tenté d'apporter des réponses à ces questions. Elles ont porté sur le développement des réseaux d'innovation dans quatre secteurs (les télécommunications, l'industrie du logiciel, l'automobile et la pharmacie), ainsi que sur le rôle de la propriété intellectuelle dans les réseaux d'innovation.

La contribution de l'Ifri à la conférence annuelle du Tokyo Club, qui s'est tenue à Tokyo en décembre, a porté sur une évaluation de la position de la Chine en termes scientifiques et technologiques : « Is China Becoming a High-tech Superpower ? The Contrasted Picture of China's Scientific and Technological Capabilities » par *Frédérique Sachwald* (voir www.ifri.org et www.tcf.or.jp).

Cette étude s'appuie en partie sur un voyage en Chine qui a permis de mener des entretiens dans différents centres de R&D d'entreprises étrangères implantés localement.

Les délocalisations et les systèmes productifs nationaux

La connaissance du phénomène des délocalisations s'est améliorée. Cependant, les délocalisations restent difficiles à identifier et à isoler de l'ensemble des modalités d'internationalisation des entreprises. Que ce soit en Asie ou dans les nouveaux États membres, l'accès au marché et la réduction des coûts motivent alternativement, voire simultanément, les investissements étrangers. Il faut approfondir la connaissance des différentes modalités d'internationalisation, leurs interdépendances et leurs liens variés avec le développement des activités dans le pays d'origine. De même, certaines questions souvent évoquées doivent être mieux étudiées pour en tirer des conclusions de politique économique dans tel ou tel pays. C'est le cas du rôle de la fiscalité – dans les pays d'accueil et d'origine.

Le contexte économique favorise les entreprises et les pays capables de mobilité. La France devrait donc, d'une part, chercher à anticiper les évolutions fonctionnelles et sectorielles et, d'autre part, mieux y préparer sa population active – en termes de formation et de schémas de compensation. Il s'agit de favoriser la mobilité des entreprises et de leurs personnels avec des moyens adaptés au contexte.

Plusieurs manifestations et publications ont été consacrées aux réseaux mondiaux de production et à leur impact sur l'emploi en Europe. Ce thème a notamment été traité dans :

- « Mutations industrielles mondiales : quelle place pour l'Europe ? », *Luis Miotti et Frédérique Sachwald*, RAMSES 2007

- **Commerce mondial : le retour de la « vieille économie » ?**, *Luis Miotti et Frédérique Sachwald*, « Les Études de l'Ifri ».

*Frédérique Sachwald a été appelée à d'autres fonctions en janvier 2007.

L'Europe et la France dans la concurrence mondiale

L'économie européenne a été abordée à travers plusieurs travaux : la question centrale est la place de l'Europe dans la mondialisation. La force de l'Europe est sa capacité à vendre au monde des produits à technologie connue à des prix plus élevés que ses concurrents. Cette capacité, qui tient partiellement à des facteurs immatériels (design, marques, services après vente, meilleur management), est-elle durable et suffira-t-elle à assurer la prospérité de notre continent ? L'inquiétude vient du fait que l'Europe ne semble pas en mesure d'inventer les nouvelles technologies qui « font bouger les lignes ». Ce sont ces technologies qui assurent la compétitivité américaine.

Plusieurs manifestations et publications ont tenté d'éclairer ces questions. La situation économique de l'Allemagne a fait l'objet d'une conférence sur le thème : « L'économie allemande est-elle de retour ? ». Les performances comparées des pays européens et des États-Unis dans le commerce mondial ont fait l'objet d'une autre conférence : « Évolution du commerce mondial : performances et contre-performances des États-Unis et des pays européens ». La façon dont l'Europe réagit à la nouvelle donne mondiale a été étudiée lors d'un colloque intitulé « L'Europe dans la concurrence mondiale par l'innovation. Les nouveaux défis appellent-ils de nouvelles protections ? » organisé en janvier 2007. Dans un domaine voisin, une étude sur « la compétitivité des ports maritimes français : l'enjeu de la chaîne logistique » a été réalisé au dernier trimestre 2006.



Conférences et séminaires

Programme « Innovation en France et dans le monde »

Cycle de conférences « Réseaux mondiaux d'innovation » organisées avec l'Association nationale de la recherche technique (ANRT)

16 mars - Les réseaux mondiaux d'innovation dans l'industrie pharmaceutique

29 juin - Les réseaux mondiaux d'innovation dans l'industrie du logiciel

19 septembre - Les réseaux mondiaux d'innovation dans l'industrie des télécommunications

28 novembre - Propriété intellectuelle dans les réseaux d'innovation

Programme « Mondialisation et économies nationales »

6 mars - Évolutions récentes du commerce mondial : performances – et contre-performances – des États-Unis et des pays européens

Présentations de *Jacques Mistral*, ministre conseiller financier à l'ambassade de France à Washington, et *Frédérique Sachwald*, suivies d'un débat animé par *Jean-Marc Vittori*, éditorialiste, Les Échos.

17 mai - L'économie allemande est-elle de retour ? En collaboration avec le Cerfa. Présidence : *Anton Brender*, Chief Economist, Dexia Asset Management et professeur associé, Université Paris IX-Dauphine.

Autres publications

Publications du programme « Politique commerciale et gouvernance de la mondialisation » qui s'est achevé en 2005 :

Traitement spécial et différencié des pays en développement *Jean-Marie Paugam, Serge Perrin et Anne-Sophie Novel*, « Policy Brief Paper », Ifri-AFD.

Reviving the Special and Differential Treatment of Developing Countries in International Trade *Jean-Marie Paugam et Anne-Sophie Novel* (dir.), « Travaux et recherches de l'Ifri ». Cet ouvrage en anglais réunit les communications des intervenants à la conférence « The Future of Special and Differential Treatment », organisée avec l'Agence française de développement (AFD) le 28 octobre 2005 à Paris.

Programme Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie

Un nouveau programme Énergie a été lancé en septembre 2006. Son originalité réside dans l'intégration des enjeux énergétiques, de la gouvernance européenne et de la géopolitique. Ce programme a pour objectif de faire émerger une vision européenne cohérente pour l'élaboration d'une politique énergétique et environnementale durable. Dans cette perspective, il aborde les principaux enjeux d'une politique énergétique européenne de manière à la fois théorique et empirique.

Équipe

Jacques Lesourne, président du comité scientifique

Jan Horst Keppler, directeur du programme, professeur d'économie, CGEMP, Université Paris-Dauphine

Maité Jauréguy-Naudin, responsable de projet

Nadia Fraioli, assistante

Dégager des stratégies énergétiques au niveau communautaire tout en respectant les choix énergétiques des États membres de l'Union européenne (UE) est une des gageures de la libéralisation du marché de l'énergie en Europe. Dans le même temps, de nouvelles contraintes environnementales pèsent sur les objectifs de politique publique tels que la sécurité des approvisionnements en énergie ou la compétitivité économique. Comment se conjuguent et interagissent ces dynamiques ? Pour répondre à cette question, le programme s'articule autour de deux piliers :

- réglementations, gouvernance et investissements,
- énergie, politiques étrangères et sécurité internationale,

qui permettent de couvrir **5 axes de recherche** essentiels pour le XXI^e siècle :

La sécurité des approvisionnements énergétiques

Parce que l'Europe est faiblement dotée en réserves énergétiques et que celles-ci sont pour la plupart situées dans des régions hautement instables, la prise en compte de la sécurité des approvisionnements et de leur diversification est un enjeu stratégique pour les pays européens. S'exprimer d'une seule voix constitue aujourd'hui un défi majeur pour que l'Europe devienne un acteur écouté dans le monde en matière d'énergie.

Les émissions de CO₂ et de gaz à effet de serre

La lutte contre le changement climatique et l'impact des émissions de gaz à effet de serre doit constituer un domaine prioritaire de la politique énergétique européenne. Les implications de l'entrée en vigueur du système européen d'échange de quotas d'émission de CO₂ sur le fonctionnement des marchés énergétiques et sur les décisions d'investissement seront abordées de façon approfondie.

La rareté des ressources en hydrocarbures

Face à l'accroissement de la demande mondiale pour des services énergétiques à base d'hydrocarbures (notamment électricité et transport), la pression accrue sur les réserves de pétrole et de gaz exige des investissements lourds nécessaires à la découverte et l'exploitation de nouvelles réserves dans un environnement géophysique et un contexte géopolitique difficile. Le programme étudie l'impact de cette nouvelle donne sur les investissements, le prix et la sécurité des approvisionnements.

Énergie et sociologie

Promouvoir une politique énergétique commune demande l'adhésion durable et globale de l'opinion publique. Cette partie du programme s'attache à comprendre les motivations des réactions, en particulier négatives, à certains

développements du secteur énergétique.

Capacités technologiques et impact de possibles mutations

Le développement des énergies nouvelles et renouvelables (éolien, solaire, biomasse, énergie de la mer), y compris les biocarburants, est un objectif majeur du XXI^e siècle. Le programme examine les nouvelles technologies basées sur les ressources conventionnelles (charbon propre, gaz, pétrole, fission et fusion nucléaire) et s'intéresse également à l'impact des nouvelles technologies de production, de transport, de stockage et de consommation de l'énergie pour les prochaines années.

Activités du programme

S'appuyant sur une recherche de pointe, le programme vise à faire progresser le débat, à encourager la formulation de recommandations et à fournir des éléments de réflexion aux décideurs européens et aux experts.

Il repose sur :

- la tenue d'un séminaire mensuel régulier, *Ifri Energy Breakfast Roundtable*, dont les sessions se tiennent à Bruxelles. Son objectif principal est, d'une part, de soumettre les politiques énergétiques européennes (nationales et communautaires) à l'évaluation critique d'experts et, d'autre part, d'aborder les différents aspects de la géopolitique de l'énergie contemporaine. Le séminaire réunit des intervenants européens et internationaux : chercheurs, experts du monde industriel, représentants de la société civile et de l'administration. Il vise à être un lieu de débats pour stimuler le dialogue au sein de l'Europe ;
- la publication de *policy papers* basés sur des recherches de premier plan et diffusés aux décideurs, aux analystes et au public informé ;
- la formulation chaque année, par une *task force* constituée par des personnalités éminentes du monde de l'énergie, de propositions concrètes en matière d'énergie et d'environnement en préparation des réunions du G8 ;
- la tenue d'une conférence annuelle permettant de diffuser les enseignements essentiels du programme.

La publication d'un livre blanc conclura la troisième année du programme.

Organisation du programme

La qualité et la pertinence des travaux sont assurées par la structure et l'encadrement du programme :

- un comité de pilotage composé de représentants des partenaires du programme, du directeur général de l'Ifri, du président du comité scientifique et du directeur du programme. Les réunions de ce comité sont l'occasion pour les partenaires d'exprimer leurs avis sur l'orientation générale des recherches ;
- un comité scientifique indépendant chargé d'évaluer la qualité scientifique des travaux et de définir les grands axes d'orientation

du programme. Il est composé de trois universitaires de haut niveau. Son président (*Jacques Lesourme*) assure personnellement la supervision du projet ; un directeur assure la mise en œuvre du programme et l'organisation de la recherche (*Jan Horst Keppler*) ;

- un responsable de projet assiste le directeur du programme dans ses tâches de planification, de coordination et de valorisation des travaux (*Maité Jauréguy-Naudin*).

Le programme bénéficie également des contributions d'un grand réseau de chercheurs et d'experts du domaine en Europe et dans le monde. Traditionnellement, l'Ifri maintient des collaborations étroites avec un grand nombre de centres d'études qui y contribueront.

Programme transatlantique

Un programme transatlantique triennal a été engagé fin 2005. Son objectif est d'évaluer les perceptions respectives, européennes et américaines, de grandes questions centrales dans l'évolution du dialogue transatlantique. Trois axes de recherche ont été retenus. Chacun donnera lieu à un séminaire international, ainsi qu'à une publication.

Équipe

Coordinateur scientifique

Dominique Moïsi, conseiller spécial

Steering Committee

Thierry de Montbrial, *Dominique Moïsi*, *Robin Niblett*, CSIS, *Jolyon Howorth*, Université de Yale, *Ethan Kapstein*, INSEAD, *Robert Otten*, DaimlerChrysler, *Pierre-Antoine Badoz*, France Télécom

Axes du programme

Approches européennes et américaines de la Russie

On constate depuis quelques années un certain éloignement des deux rives de l'Atlantique. En Europe, les dynamiques actuelles du régime russe et l'avenir du partenariat privilégié Russie/Union européenne (UE) – en particulier de l'enjeu énergétique – font l'objet d'un vif débat.

Ce programme, mené en coopération avec le Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington, a pour objectif d'évaluer les divergences d'approches à travers les relations qu'entretiennent Paris, Berlin et Washington avec Moscou.

Responsable : *Thomas Gomart*, responsable du Centre Russie/NEI.

L'élargissement de l'UE : implications pour la relation transatlantique

L'objectif est ici d'évaluer les conséquences des divers élargissements, passés ou à venir, pour le fonctionnement de l'UE et en particulier la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), ainsi que l'organisation de son voisinage par l'Union. Sont étudiés d'abord les problèmes institutionnels et la capacité d'intégration de l'UE, puis la politique de voisinage et les politiques de l'UE au Moyen-Orient et en Méditerranée. Pour chaque thème sont mises en avant la question des convergences et divergences euro-américaines, ainsi que celle des collaborations possibles.

Ce programme est mené en coopération avec l'Institut für Europäische Politik (IEP) de Berlin.

Responsable : *Hans Stark*, secrétaire général du Cerfa.

L'adaptation à la mondialisation : une perspective transatlantique

Sont explorées ici les voies d'ajustement à l'ouverture économique suivies par différents pays européens et par les États-Unis. L'identification des diverses postures adoptées apparaît en effet comme un préalable à toute coopération transatlantique dans le domaine de la gouvernance économique.

Responsable : *Frédérique Sachwald*, responsable des Études économiques*.

Ce programme a pu être mis sur pied grâce au soutien de DaimlerChrysler, Coca-Cola et France Télécom, auxquels il convient d'associer les partenaires financiers du CSIS.

La dimension transatlantique est, au-delà de ce programme, présente de manière transversale dans l'activité de la plupart des départements de recherche de l'Ifri.

Séminaires

6 novembre - Is Russia a Neo-Imperial or Post-Imperial Actor ?

Ce séminaire, organisé par le Centre Russie/NEI en coopération avec le CSIS, a été consacré à un examen de la politique étrangère de Vladimir Poutine à travers le prisme des relations germano-, franco- et américano-russes. Les débats se sont appuyés sur les contributions écrites d'experts de chaque pays (*Thomas Gomart*, *Alexander Rahr*, *Dmitri Trenin* et *Celeste Wallander*). Celles-ci ont été discutées par des personnalités comme l'ambassadeur *Bertrand Dufourcq*, *Angela Stent*, *Hubert Védrine* ou *Karsten D. Voigt*. Le séminaire a été ouvert par *Thierry de Montbrial* et *Robin Niblett*, CSIS. Les contributions seront publiées dans *Politique étrangère*, n° 1/2007 et *The Washington Quarterly*, printemps 2007.

11 décembre - L'élargissement de l'UE et l'avenir des relations transatlantiques

Organisé par le Cerfa en coopération avec l'IEP de Berlin, ce séminaire a réuni environ 30 experts et hauts fonctionnaires français, allemands et américains. Il a été consacré à un débat sur les perspectives de l'intégration européenne, d'une part, et du partenariat transatlantique, d'autre part, dans le contexte du passage de l'UE de 25 à 27 membres. Ont notamment participé : *Esther Brimmer*, Johns Hopkins University, *Andras Inotai*, Institut for World Economics (IWE) de l'Académie des sciences de Hongrie (Budapest), *Mathias Jopp*, IEP (Berlin), *Steve Larrabee*, RAND Corporation, *Simon Serfaty*, CSIS, et *Wolfgang Wessels*, Université de Cologne. Les contributions seront publiées dans la revue de l'Ifri — *Politique étrangère*, n° 2/2007.

*Jusqu'à décembre 2006

Programme Migrations, identités, citoyenneté

Le programme « Migrations, identités, citoyenneté » analyse les flux et les politiques migratoires en Europe ainsi que les défis posés à la citoyenneté des pays européens par la diversité ethno-culturelle et religieuse, notamment la question des discriminations et l'islam. L'accent est particulièrement mis sur l'Europe mais l'approche est comparative et pluridisciplinaire car il s'agit, à travers ce programme, de renforcer la circulation des analyses au niveau international. Les activités de recherche, de débat et les publications du programme sont réalisées en partenariat avec, entre autres, l'Université américaine de Paris, l'Université de New York et la Friedrich Ebert Stiftung.

Équipe

Christophe Bertossi, responsable scientifique
Martine Breux, assistante

Trois axes de recherche ont orienté les activités de ce programme.

Quelles politiques des migrations pour l'Union européenne ?

L'Union européenne (UE) est devenue, au cours de la décennie, la première destination des migrations internationales, devant les États-Unis. Il est donc nécessaire d'adapter les politiques d'entrée et d'accueil des migrants, alors que les États membres peinent encore à harmoniser leurs politiques, par exemple lorsqu'il s'agit de régulariser les migrants illégaux. La définition de ces politiques doit trouver un équilibre entre la sécurisation des frontières et la nécessité d'ouvrir l'UE à de nouvelles migrations de travail, à partir de modalités qui doivent être examinées : « immigration choisie », lutte contre l'immigration illégale, etc. Ces questions ont été analysées par Christophe Bertossi dans une étude, réalisée en partenariat avec la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense, sur les migrations clandestines subsahariennes à destination de l'UE, mettant en relief les contradictions des politiques existantes et les besoins d'une approche euro-africaine sur les migrations.

Comment adapter les frontières à la globalisation des migrations internationales ?

Depuis la fin de la guerre froide, les migrations internationales ont quasiment doublé et de nouvelles routes migratoires sont apparues, bouleversant les régions périphériques de l'UE élargie. Les pays du Maghreb sont un réservoir d'émigration vers l'Europe mais également un espace de transit, voire de destination pour les migrations africaines ou asiatiques. L'Afrique subsaharienne s'est récemment connectée aux migrations internationales. À cela s'ajoute l'impact des derniers élargissements de l'UE vers l'Est. Ces transformations géopolitiques aux frontières de l'UE sont liées aux transformations des migrations vers l'Europe et elles doivent être analysées. Pour ce faire, une réflexion s'est engagée sur la relation entre les migrations et la politique européenne de voisinage, qui sera poursuivie en 2007 et débouchera sur une publication.

Quelle citoyenneté pour l'Europe de la diversité ?

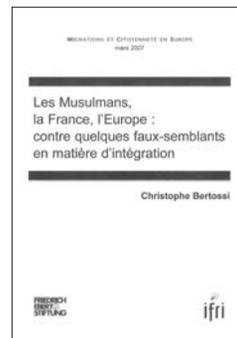
Les anciennes vagues d'immigration se sont durablement sédentarisées et l'islam est la deuxième religion d'Europe. Une nouvelle question prend une importance particulière dans les débats sur l'avenir de la citoyenneté en Europe : il s'agit de la discrimination sociale, ethnique, culturelle ou religieuse. La relation d'usagers entre les populations issues de l'immigration et les institutions publiques (armée, police, hôpitaux, etc.) doit être étudiée car elle reste méconnue. Ces questions ont fait l'objet de deux conférences, tandis que les résultats d'une recherche sur l'ethnicité et l'islam dans l'armée française seront publiés au début de l'année 2007 (Les Couleurs du drapeau. L'armée française face aux discriminations, Paris, Robert Laffont).

Publications

« L'Europe en mal de migrations ? », Christophe Bertossi, in RAMSES 2007

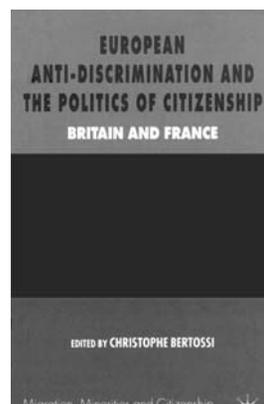
« Migrations et citoyenneté en Europe »

Cette collection de publications numériques en français, anglais et allemand a été lancée, en partenariat avec la Friedrich Ebert Stiftung. Elle est disponible sur www.ifri.org.



Les Musulmans, la France, l'Europe : contre quelques faux-semblants en matière d'intégration, Christophe Bertossi, n° 1.

Ouvrage



European Anti-Discrimination and the Politics of Citizenship: Britain and France, Christophe Bertossi (dir.), Londres/New York, Palgrave Macmillan.

Avec des contributions de Valérie Amiraux, Étienne Balibar, James Beckford, Christophe Bertossi, Stephen Castles, Estelle Ferrarese, Andrew Geddes, Virginie Guiraudon, Danièle Joly, John Rex, Anja Rudiger, Carl-Ulrik Schierup et Khursheed Wadia.

Conférences

Les travaux du programme ont également fait l'objet de nombreuses conférences à l'étranger (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, Finlande, Espagne, etc.).

23 janvier - Discriminations : le modèle français à l'épreuve ? Avec Jean-Michel Belorgey, Conseil d'État, Christophe Bertossi et Dominique Moïsi, Ifri.

Recherche : un réseau international

En 2006, l'Ifri a notamment accueilli...

Samir Aïta, directeur, *Mafhoum (Concept)* et *Le Monde Diplomatique*, édition arabe

Hassan Barari, Centre d'études stratégiques, université de Jordanie, Amman

Martha Brill Olcott, Senior Associate Russian and Eurasian Program, Carnegie Endowment for International Peace, Washington

Esther Brimmer, Deputy Director, Johns Hopkins University

Thérèse Delpech, chercheur associé, Centre d'études et de recherches internationales (CERI)

Mohammad-Reza Djalili, professeur, Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), Genève

le Général **Vladimir Dvorkin**, Centre Carnegie, Moscou



Yuri Fedorov, Chatham House et directeur, Centre for War and Peace Studies, Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université MGIMO)

Shai Feldman, directeur, Crown Center for Middle East Studies, Brandeis University (États-Unis)

Nilüfer Göle, directrice d'études, École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

Nicole Gnesotto, directeur, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IES-UE)

Stanley Hoffmann, professeur, Université Harvard, États-Unis

Bernard Hourcade, directeur de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Ilan Greilsammer, directeur, Centre d'études européennes, Université Bar-Ilan, Israël

Efraim Inbar, directeur, The Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA), Université Bar-Ilan, Israël

Andras Inotai, directeur général, Institut for World Economics, Académie des sciences de Hongrie

Bassma Kodmani, directrice, Arab Reform Initiative (ARI)

Stephen Larrabee, Senior Analyst, RAND Corporation

Giovanni Levi, Université de Venise

Farouk Mardam-Bey, directeur de la collection « Sindbad » (éditions Actes Sud), conseiller à l'Institut du monde arabe (IMA)

Narushige Michishita, conseiller au cabinet du Premier ministre du Japon, chercheur au National Institute for Defense Studies (NIDS) et directeur adjoint du Defense Policy Bureau (Japan Defense Agency)

George Perkovich, vice-président, Carnegie Endowment for International Peace (Washington)

Michael Quinlan, International Institute for Strategic Studies (IISS)

Mathias Jopp, directeur, Institut für Europäische Politik (IEP)

Robin Niblett, Executive Vice President and Director, Europe Program, Center for Strategic and International Studies (CSIS)

Vladimir Orlov, directeur, PIR Center (Moscou), directeur adjoint, Geneva Centre for Security Policy (GCSP)



Mixin Pei, chercheur associé et directeur du secteur Chine, Carnegie Endowment for International Peace

Alexander Rahr, directeur, Körber Center Russia (CIS), Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP)

Yann Richard, professeur, Université Paris III-Sorbonne nouvelle

Simon Serfaty, Senior Adviser, CSIS

Stefano Silvestri, président, Istituto Affari Internazionali (Rome)

Olivier Roy, directeur de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS)



Jacques Rupnik, directeur de recherche, Fondation nationale des sciences politiques (FNSP/CERI)

Angela Stent, directeur, Center for Eurasian and East European Studies, Georgetown School of Foreign Service

Mohammed Tozy, Université de Casablanca

Dmitri Trenin, Deputy Director, Centre Carnegie, Moscou

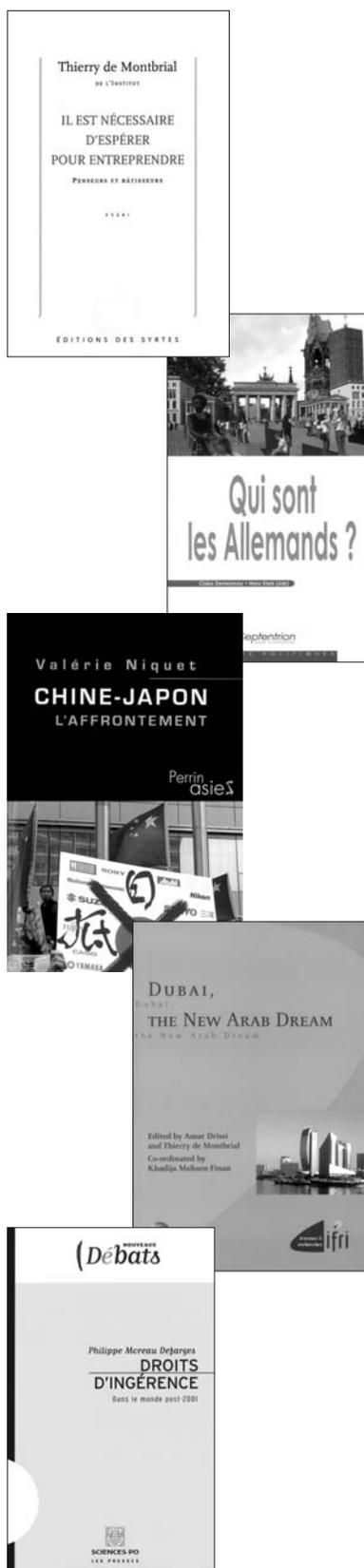
Frank Umbach, DGAP

Celeste Wallander, Program Director, Russia and Eurasia Program, CSIS

Wolfgang Wessels, Prof. Chair Jean Monnet, Department of Political Science, University of Cologne

David Yost, NATO Defense College et Paul Schulte, Advanced Research and Assessment Group, UK Defence Academy

Publications



Ouvrages

Géographie politique, *Thierry de Montbrial*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2006.

Il est nécessaire d'espérer pour entreprendre – Penseurs et bâtisseurs
Thierry de Montbrial, Paris, Les Syrtes, 2006.

Relations internationales, Questions mondiales, *Philippe Moreau Defarges*, tome II, Paris, Le Seuil (7^e édition), 2006.

Droits d'ingérence dans le monde post-2001
Philippe Moreau Defarges, Paris, Presses de Sciences-Po, 2006.

Où va l'Europe ?, *Philippe Moreau Defarges*, Paris, Eyrolles, 2006.

Qui sont les Allemands ?, *Claire Demesmay* et *Hans Stark* (dir.), Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2006.

Radioscopies de l'Allemagne 2006
Claire Demesmay et *Hans Stark* (dir.), Paris, Ifri, « Travaux et recherches de l'Ifri », 2006.

Russie.Nei.Visions 2006. Understanding Russia and the New Independent States
Thomas Gomart et *Tatiana Kastouéva-Jean* (dir.), Paris, Ifri, « Travaux et recherches de l'Ifri », 2006.

Chine-Japon : l'affrontement
Valérie Niquet, Paris, Perrin, 2006.

Korea in the New Asia : East Asian Integration and the China Factor, *Françoise Nicolas* (dir.), Londres/New York, Routledge (à paraître).

A Qualitative Analysis of a Potential Free Trade Agreement between the EU and ASEAN
Françoise Nicolas et *Bernadette Andreosso-O'Callaghan*, Commissioned Report for the European Commission, DG Trade, Bruxelles, mai 2006.

Dubai : The New Arab Dream
Thierry de Montbrial et *Amar Drissi* (dir.), *Khadija Mohsen-Finan* (coord.), Paris, Ifri, « Travaux et recherches de l'Ifri », 2006.

Stratégie aérienne comparée : France, États-Unis, Royaume-Uni, *Étienne de Durand*, *Bastien Irondele*, Paris, Ministère de la Défense, « Les Documents du C2SD », 2006.

European Anti-Discrimination and the Politics of Citizenship : France and Britain
Christophe Bertossi (dir.), Londres/New York, Palgrave Macmillan, 2006.

Galileo, la navigation par satellite européenne. Questions juridiques et politiques au temps de la Concession, *Aurélien Desingly* (dir.), Paris, Ifri, « Travaux et recherches de l'Ifri », 2006.

Reviving the Special and Differential Treatment of Developing Countries in International Trade, *Jean-Marie Paugam* et *Anne-Sophie Novel* (dir.), Paris, Ifri, « Travaux et recherches de l'Ifri », 2006.

Commerce mondial : le retour de la « vieille économie » ?
Luis Miotti et *Frédérique Sachwald*, Paris, Ifri, « Les Études de l'Ifri », 2006.

Policy papers, publications électroniques, articles

Europe

Publications du Cerfa

Collection « Visions franco-allemandes »

(publications numériques disponibles sur www.ifri.org)

Le capitalisme financier en France et en Allemagne : critiques, réalités et conséquences
Patricia Commun, n° 7, mai 2006.

La civilisation allemande dans les études germaniques en France : ingénierie et atouts
Stephan Martens, n° 8, juillet 2006.

Les débats sur la citoyenneté en France et en Allemagne, *Yves Bizeul*, n° 9, octobre 2006.

L'égalité de tous versus l'individualité de chacun. Le principe de la séparation de l'église et de l'État et la polémique du voile à l'école publique en France et en Allemagne
Janine Ziegler, n° 10, novembre 2006.

Le manuel franco-allemand d'histoire : l'aboutissement d'un long travail de coopération entre historiens français et allemands, *Corine Defrance*, *Ulrich Pfeil*, n° 11, décembre 2006.

Collection « Notes du Cerfa »

(publications numériques disponibles sur www.ifri.org)

La notion juridique de l'Union européenne : une vision allemande, *Helmut Wagner*, n° 30(a), février 2006.

Surmonter la crise constitutionnelle
Janis A. Emmanouilidis, n° 30 (b), février 2006.

Intégration ou exclusion ? La situation des migrants d'origine turque en Allemagne
Faruk Sen, n° 31(a), mars 2006.

Si loin, si proche : les Allemands et la question turque, *Claire Demesmay* et *Simone Weske*, n° 31(b), mars 2006.

La réforme du système de santé en Allemagne
Bernhard-Peter Lange, n° 32, avril 2006.

L'extrême gauche allemande – une gauche
si extrême ?, *Dieter Segert*, n° 33, mai 2006.

L'Allemagne et les expulsés : quel centre pour
quelle mémoire ?, *Daniela Heimerl*, n° 34,
juin 2006.

L'économie allemande : bilan 2005, perspectives
2006, *Camille Logeay*, n° 35, août 2006.

Mondial 2006 : un été en noir-rouge-or
Albrecht Sonntag, n° 36, septembre 2006.

Démographie et nouvelle politique familiale
en Allemagne, *Robert Hettlage*, n° 37,
octobre 2006.

La politique étrangère et de sécurité de
l'Allemagne de la grande coalition - Un premier
bilan, *Karl-Heinz Kamp* et *Carlo Marsala*, n° 38,
novembre 2006.

Fondements et objectifs de la présidence
allemande du Conseil de l'Union européenne
Martin Koopmann, n° 39, décembre 2006.

Articles

« La mémoire de la RDA : nostalgie d'une
époque révolue ou besoin de reconnaissance ? »
Claire Demesmay, in *Claire Demesmay* et *Hans
Stark* (dir.), *Qui sont les Allemands ?*, Lille,
Presses universitaires du Septentrion, 2006.

« Conceptions, ambitions et contradictions
de la politique européenne de l'Allemagne »
Hans Stark, in *Claire Demesmay* et *Hans Stark*
(dir.), *Qui sont les Allemands ?*, Lille, Presses
universitaires du Septentrion, 2006.

« Odyssée 2014 : l'UE et ses futurs
élargissements », *Claire Demesmay* et
Emmanuelle Saunier, RAMSES 2007, Paris,
Dunod, 2006.

« The Franco-German Relationship 1998-2005 »
Hans Stark, in *Hanns Maull* (dir.), *Germany's
Uncertain Power*, Basingstoke, Palgrave
Macmillan, 2006.

« La nouvelle place de l'Allemagne sur la scène
internationale », *Hans Stark*, *Questions
internationales*, n° 19, mai-juin 2006.

« Être ou ne pas être : (auto-)perceptions
européennes à travers le prisme de la guerre
en Irak », *Claire Demesmay*, *Journal of European
Integration*, vol. 28, n° 4, septembre 2006.

« France and ESDP », *Hans Stark*, in *Klaus
Brummer* (dir.), *The Big 3 and ESDP. France,
Germany and the United Kingdom*, *European
Foreign and Security Policy*, n° 5, Bertelsmann
Stiftung, Gütersloh, novembre 2006.

« L'Europe, pour quoi faire ? »
Philippe Moreau Defarges, RAMSES 2007,
Paris, Dunod, 2006.

« L'Europe, continent de la mémoire »
Dominique Moïsi, RAMSES 2007, Paris,
Dunod, 2006.

« L'Europe dans la gouvernance économique
mondiale », *Pierre Defraigne*, RAMSES 2007,
Paris, Dunod, 2006.

« Europe/Afrique : la fin d'un modèle ? »
Alain Antil, RAMSES 2007, Paris, Dunod, 2006.

Russie/Nei

« Russie.Nei.Visions »

(collection numérique de *policy papers*
disponible en français, en anglais et en russe
sur www.ifri.org)

La Russie et la Turquie au Caucase :
se rapprocher pour préserver le statu quo ?
Fiona Hill et *Omer Taspinar*, n° 8, janvier 2006.

L'étau ukrainien : entre la faiblesse intérieure
et la dépendance extérieure
James Sherr, n° 9, mars 2006.

Numéro spécial sur les relations UE/Russie

- La Russie, l'Otan et l'UE : un triangle pour
la sécurité européenne ou une nouvelle
« Entente » ?, *Andrew Monaghan*, n° 10(a),
mai 2006.
- UE et Russie : un équilibre à trouver
entre géopolitique et régionalisme
Thomas Gomart, n° 10(b), mai 2006.
- Représenter les intérêts privés pour renforcer
la confiance entre la Russie et l'UE
Timofei Bordatchev, n° 10(c), mai 2006.
- Diversification des sources – la meilleure
stratégie pour les relations énergétiques
UE-Russie, *Michael Thumann*, n° 10(d),
mai 2006.

Abkhazie et Ossétie du Sud : le choc
des intérêts russes et géorgiens
Tracey German, n° 11, juin 2006.

L'Organisation de coopération de Shanghai vue
d'Astana : un « coup de bluff » géopolitique ?
Mourat Laumouline, n° 12, juillet 2006.

Le dialogue énergétique UE-Russie :
concurrence contre monopoles
Vladimir Milov, n° 13, septembre 2006.

« Splendeurs et misères » de l'enseignement
supérieur en Russie, *Tatiana Kastouéva-Jean*,
n° 14, septembre 2006.

Articles

« Politique étrangère russe : l'étrange
inconstance », *Thomas Gomart*, *Politique
étrangère*, n° 1/2006.

« Russian Foreign Policy: Strange
Inconsistency », *Thomas Gomart*, *Conflict
Studies Research Centre*, n° 06/12, mars 2006.

« Quelle influence russe dans l'espace post-
soviétique ? », *Thomas Gomart*, *Courrier
des pays de l'Est*, mai-juin 2006.

Asie

La lettre du Centre asie ifri

(document numérique bimensuel disponible
sur www.ifri.org)

Articles

« Les grands enjeux stratégiques en Asie »
Valérie Niquet, *Revue Défense nationale*,
n° 1, 2006.

« China Amphibious Capabilities »
Bernard Cole et *Valérie Niquet*, in *Steve Tsang*
(dir.), *If China Attacks Taiwan*, Londres,
Routledge, 2006.

« L'Europe et l'Asie », *Valérie Niquet*, RAMSES
2007, Paris, Dunod, 2006.

« La stratégie africaine de la Chine »
Valérie Niquet, *Politique étrangère*, n° 2/2006.

« Korea's Regional Economic Strategy in
Response to the Rise of China »
Françoise Nicolas, in *Françoise Nicolas* (dir.),
*Korea in the New Asia : East Asian Integration
and the China Factor*, Londres/New York,
Routledge (à paraître).

« Complementarity and Rivalry in EU-China
Economic Relations in the 21st Century »
Françoise Nicolas et *Bernadette Andreosso-
O'Callaghan*, *European Foreign Affairs Review*,
vol. 12, n° 1, 2007.

« Chine : bienfaits et revers de la
mondialisation », *Françoise Nicolas*,
Questions internationales, n° 22,
novembre-décembre 2006.

« Intégration économique en Asie de l'Est :
les progrès limités de l'approche institutionnelle »
Françoise Nicolas, in *Sophie Boisseau
du Rocher* (dir.), *Asie orientale 2006-2007*,
Paris, La Documentation française, 2006.

« The Sustainability of EU-China Economic
Relations in the 21st Century – Between
Complementarity and Rivalry »
Françoise Nicolas, *Bernadette Andreosso-
O'Callaghan* et *Xiao Jun*, in *Pierre Defraigne*
(dir.), *The EU, China and the Quest for
a Multilateral World*, Paris, Ifri/China Institute
of International Studies (CIIS), 2006.

Moyen-Orient/Méditerranée

Policy papers

(publications numériques disponibles sur
www.ifri.org)

Actualité Moyen-Orient/Maghreb

Perspectives Moyen-Orient/Maghreb

« La spirale de la crise dans le Liban libéré
(2004-2006) », *Agnès Favier*, juin 2006.

« La fin d'une époque. L'Égypte après les
doubles élections de l'automne 2005 »
Sophie Pommier, mai 2006.

« L'entente stratégique russo-iranienne »
Clément Therme, mai 2006.

« Israël 2007 : Bilan et perspectives »
Denis Bauchard, février 2007.

Articles

« Inextricable, le conflit du Sahara occidental rebondit », *Khadija Mohsen-Finan*, *Le Monde diplomatique*, janvier 2006.

« Les islamistes dans la compétition politique : le cas du Parti de la justice et du développement au Maroc », *Khadija Mohsen-Finan* et *Malika Zeghal*, *Revue française de science politique*, n° 1, février 2006.

« Espoirs démocratiques déçus au Maghreb »
Khadija Mohsen-Finan, *Atlas du Monde diplomatique*, février 2006.

« L'évolution du statut de la femme dans les pays du Maghreb », *Khadija Mohsen-Finan*, *Mediterraneo e migrazioni oggi* (Venise), septembre 2006.

« Le débat public confessionnalisé »
Khadija Mohsen-Finan et *Christophe Bertossi*, *Confluences*, juin 2006.

« Sahara occidental : sortie de crise difficile »
Khadija Mohsen-Finan, *Med.2006 Anuario del Mediteráneo* (Barcelone), juin 2006.

« Palestine : la problématique de l'aide »
Dorothee Schmidt, *Politique étrangère*, n° 3/2006.

« L'Europe au Moyen-Orient : une présence en mal de politique »
Dorothee Schmidt, *RAMSES* 2007, Paris, Dunod, 2006.

« Européens et Américains face aux crises du Moyen-Orient », Rapport de séminaire par *Dorothee Schmid* et *Clément Therme*, juin 2006 (disponible sur www.ifri.org).

« Les déterminants du poids des partis religieux en Israël », *Marc Hecker*, *Confluences Méditerranée*, n° 57, 2006.

« Les relations franco-israéliennes : une inconstante amitié »
Marc Hecker, *L'essentiel des relations internationales*, juin 2006.

Sécurité

« Proliferation papers »

(publications numériques disponibles sur www.ifri.org)

Assertive Pragmatism : China's Economic Rise and Its Impact on Chinese Foreign Policy
Minxin Pei, n° 15, automne 2006.

Five Scenarios for the Iranian Crisis
George Perkovich, n° 16, hiver 2006.

Articles

« Terrorism in France: Its Main Features and Its Evolution Since the 1970's »
Guillaume Parmentier, in *Yonah Alexander* (dir.), *Counterterrorism Strategies Successes and Failures of Six Nations*, Washington, Potomac Books, 2006.

« Sécurité et développement : acteurs et consensus », *Aline Lebaeuf*, *Afrique contemporaine*, n° 218, 2006.

« États fragiles et terrorisme, un lien ambigu »
Aline Lebaeuf et *Alain Antil* in *Jean-Marc Châtaigner* et *Hervé Magro* (dir.), *États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007.

« De Marighella à Ben Laden. Passerelles stratégiques entre guérilleros et djihadistes »
Marc Hecker, *Politique étrangère*, n° 2/2006.

« Les enjeux de sécurité » *Dominique David* in *Frédéric Charillon* (dir.), *Les Relations internationales*, Paris, La Documentation française, 2006.

« L'Europe et la sécurité mondiale »
Jolyon Howorth, *RAMSES* 2007, Paris, Dunod, 2006.

Économie

Ouvrages

L'agriculture : enjeu du cycle du développement ?, Ouvrage collectif issu des 4^{es} Rencontres agricoles, Paris, Ifri, 2006 (hors collection, non commercialisé).

The EU, China and the Quest for a Multilateral World, *Pierre Defraigne* (dir.), Paris, Ifri/China Institute of International Studies (CIIS), 2006.

Articles

« Mutations industrielles mondiales : quelle place pour l'Europe ? », *Luis Miotti* et *Frédérique Sachwald*, *RAMSES* 2007, Paris, Dunod, 2006.

Espace

Notes de l'Ifri

(publications numériques disponibles sur www.ifri.org)

La Lune, patrimoine commun de l'Humanité ? Comment exploiter les ressources lunaires dans le respect du droit international
Sabine Akbar, décembre 2006.

L'arsenalisation de l'espace : les projets américains

Laurence Nardon, décembre 2006.

Les réorganisations de l'industrie spatiale russe, *Laurence Nardon* et *Tatiana Kastouéva-Jean*, avril 2007.

Énergie

« La doctrine Bush et la sécurité pétrolière »
Pierre Noël, *Politique étrangère*, n° 2/2006.

Immigration, identité, citoyenneté

Ethnicité et citoyenneté. La sociologie des sociétés multiculturelles *John Rex*, Paris, L'Harmattan, 2006. Préface de *Michel Wieviorka*. Traduction de l'anglais (G.-B.) et présentation par *Christophe Bertossi*.

Policy papers

« Migrations et citoyenneté en Europe »

(publication numérique en français, en anglais et en allemand, disponible sur www.ifri.org, en partenariat avec la Friedrich Ebert Stiftung).

Les Musulmans, la France, l'Europe : contre quelques faux-semblants en matière d'intégration, *Christophe Bertossi*, Paris, Ifri/Friedrich Ebert Stiftung, n° 1, mars 2007.

Articles

« L'Europe en mal de migrations ? »
Christophe Bertossi, *RAMSES* 2007, Paris, Dunod, 2006.

« Le débat public confessionnalisé »
Christophe Bertossi et *Khadija Mohsen-Finan*, *Confluences Méditerranée*, n° 57, printemps 2006.

« How Does the French Republic Deal with Ethno-cultural and Religious Diversity ? »
Christophe Bertossi, *AUP Visiting Scholar Working Paper Series*, n° 38, novembre 2006.

« Le modèle d'intégration britannique »
Christophe Bertossi, *Les Cahiers de Profession banlieue*, Saint-Denis, Profession banlieue (centre de ressource), 2006.

Politique internationale

Articles

« Perspectives » *Thierry de Montbrial*, *RAMSES* 2007, Paris, Dunod, 2006.

« Le système international : approches et dynamiques » *Thierry de Montbrial*, *Politique étrangère*, n° 4/2006.

Conférences et débats

Janvier

10 janvier - Mitterrand et la Palestine
Avec *Hubert Védrine*, ancien ministre des Affaires étrangères, président de l'Institut François Mitterrand, et *Jean-Pierre Filiu*, docteur en histoire, auteur de « Mitterrand et la Palestine. L'ami d'Israël qui sauva trois fois Yasser Arafat ».

Présidence : *Denis Bauchard*.

23 janvier - Discriminations : le modèle français à l'épreuve ? Avec *Jean-Michel Belorgey*, président, section du rapport et des études, Conseil d'État, *Pierre Joxe*, membre du Conseil Constitutionnel, ainsi que *Catherine Wihtol de Wenden*, directeur de recherche, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), et *Christophe Bertossi*, Ifri.

Présidence : *Khadija Mohsen-Finan*.

Février

8 février - Entre pressions internationales et tensions régionales : la Syrie sur la sellette
Avec *Samir Aïta*, économiste, directeur général de Mafhoum.com et du « Monde diplomatique » éditions arabes, *Joseph Bahout*, enseignant et chercheur associé, Institut d'études politiques (IEP), Paris, *Richard Labévière*, rédacteur en chef, service de politique internationale, Radio France Internationale (RFI), et *Farouk Mardam-Bey*, directeur, collection « Sindbad », éditions Actes Sud, conseiller, Institut du monde arabe (IMA).

Présidence : *Judith Cohen*.

14 février - Un regard israélien sur l'Iran d'aujourd'hui Avec *Efraim Inbar*, directeur, The Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA), Bar-Ilan University, Tel Aviv.

Présidence : *Dominique Moïsi*.

23 février - Palestine : les enjeux d'une élection
Avec *Jean-François Legrain*, chercheur, Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Maison de l'Orient et de la Méditerranée (GREMMO), Lyon, et *Alain Gresh*, « Le Monde diplomatique ».

Présidence : *Judith Cahen*.

23 février - Le rôle du classement de Shanghai dans la politique universitaire et d'innovation chinoise Avec *Nian Cai Liu*, professeur, université Jiao Tong, Shanghai, auteur du classement académique des universités mondiales.

En partenariat avec l'Association nationale de la recherche technique (ANRT).

Présidence : *Frédérique Sachwald*.

28 février - Les priorités américaines au Maghreb Avec *William Jordan*, directeur, bureau Maghreb, département d'État, Washington.

Présidence : *Khadija Mohsen-Finan*.

28 février - The British Presidency of the EU : Fiddling while Europe burns Avec *Sir Stephen Wall*, président des Affaires publiques, EMEA, Hill & Knowlton, ancien chef du secrétariat européen du gouvernement britannique, ancien conseiller aux Affaires européennes de Tony Blair, et *Pierre Defraigne*, directeur, Eur-Ifri, Bruxelles.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

Mars

1^{er} mars - Existe-t-il une politique culturelle franco-allemande ? Avec *Monika Griefahn*, porte-parole du groupe parlementaire SPD pour la culture et les médias du Bundestag, *Ingo Kolboom*, professeur, Université de Dresde, membre allemand du Haut Conseil culturel franco-allemand (HCCFA), et *François Scheer*, ambassadeur de France, conseiller de la présidente du directoire d'AREVA.

Présidence : *Hans Stark*.

2 mars - Les défis de la démocratie dans le monde arabe Avec *Bassma Kodmani*, chercheur associée, Collège de France, directrice, Arab Reform Initiative.

Présidence : *Denis Bauchard*.

6 mars - Évolutions récentes du commerce mondial : performances — et contre performances — des États-Unis et des pays européens Avec *Jacques Mistral*, ministre conseiller financier, ambassade de France à Washington, *Frédérique Sachwald*, Ifri, et *Jean-Marc Vittori*, « Les Échos ».

9 mars - Le Liberia face aux défis du « post-conflit » et de la reconstruction Avec *Ellen Johnson-Sirleaf*, présidente du Liberia.

Présidence : *Xavier de Villepin*.

13 mars - Kosovo : état des lieux et scénarios pour l'avenir Avec *Jacques Rupnik*, directeur de recherche, CERI, ancien membre de la Commission internationale indépendante sur le Kosovo.

Présidence : *Dominique Moïsi*.

20 mars - La gauche française en Europe : quelle spécificité ? Avec *Pierre Moscovici*, ancien ministre délégué aux Affaires européennes, secrétaire national aux relations internationales au Parti socialiste.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

22 mars - Après les élections : quelle Italie dans quelle Europe ? Avec *Stefano Silvestri*, président, Istituto Affari Internazionali, Rome.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

29 mars - Où va l'Amérique latine ? Avec *Carlos Quenan*, directeur du master « Relations Europe-Amérique latine », Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), Université Paris III, économiste, IXIS-CIB, et *Javier Santiso*, directeur adjoint, chef économiste du développement, Centre de développement, OCDE.

Présidence : *Philippe Moreau Defarges*.

Avril

3 avril - Le Moyen-Orient au lendemain des élections en Palestine et en Israël
Avec *Dominique Moïsi*, conseiller spécial, Ifri.

Présidence : *Denis Bauchard*.

5 avril - Interpénétrations : l'Islam et l'Europe
Avec *Nilüfer Göle*, directrice d'études, École des hautes études en sciences sociales (EHES), à l'occasion de la parution de « Interpénétrations. L'Islam et l'Europe » (Paris, Galaade Éditions, 2005).

Présidence : *Khadija Mohsen-Finan*.

10 avril - Perspectives commerciales et de croissance en Asie Avec *Frank Harrigan*, assistant chef économiste, BAD, et *Pierre Jacquet*, chef économiste, directeur exécutif de la stratégie, AFD.

Organisée par la Banque asiatique de développement (BAD), l'Agence française de développement (AFD) et le Centre asiatique ifri à l'occasion de la publication du dernier rapport de la BAD *Asian Development Outlook 2006*.

Présidence : *Valérie Niquet*.

18 avril - Les « nouveaux terroristes » en Europe Avec *Olivier Roy*, directeur de recherches, CNRS, autour de « Quand Al-Qaida parle. Témoignages derrière les barreaux » (Paris, Grasset, 2006) de *Farhad Khosrokhavar*, directeur d'études, EHES.

Présidence : *Denis Bauchard*.

27 avril - Le Moyen-Orient à l'heure de la réforme Avec *Marwan Muasher*, membre du Sénat, ancien vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Jordanie.

Présidence : *Denis Bauchard*.

Mai

4 mai - Le passé de la RDA et les archives de la Stasi aujourd'hui Avec *Marianne Birthler*, chargée de mission du gouvernement fédéral pour les archives de la Stasi.

En collaboration avec l'Institut historique allemand de Paris (IHA).

Présidence : *Claire Demesmay*.

10 mai - De la future guerre : conflits et insécurité au XXI^e siècle Avec *Thérèse Delpech*, chercheur associé, CERI, et *Louis Gautier*, conseiller maître, Cour des comptes, ancien conseiller de Lionel Jospin pour les questions de défense.

Présidence : *Dominique David*.

17 mai - L'économie allemande est-elle de retour ? En collaboration avec le Cerfa, avec *Frédérique Sachwald*, responsable des études économiques, Ifri, et *Anton Brender*, Chief Economist, Dexia Asset Management, professeur associé à l'Université Paris IX.

23 mai - Comment traiter avec le Hamas ? Avec *Elias Sanbar*, ambassadeur, observateur permanent de la Palestine auprès de l'UNESCO.

Présidence : *Dominique Moïsi*.

31 mai - La Géorgie, nouvelle frontière de l'Europe ? Avec *Mikhaïl Saakachvili*, président de la Géorgie.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

31 mai - Inde. Le nouveau paradigme économique Avec *Kamal Nath*, ministre du Commerce et de l'Industrie d'Inde.

Présidence : *Dominique Moïsi*.

Juin

8 juin - Vers des « démocraties islamistes » dans le monde arabe ? Avec *Bassma Kodmani*, chercheur associée, Collège de France, directrice, Arab Reform Initiative, et *Hervé de Charette*, député de Maine-et-Loire.

Présidence : *Denis Bauchard*.

12 juin - Au sol et au loin ? L'emploi de la force dans les crises d'aujourd'hui Avec le général d'armée *Bernard Thorette*, chef d'état-major de l'armée de terre.

Présidence : *Dominique David*.

20 juin - Comment redonner confiance aux Européens ? Avec *Jean François-Poncet*, ancien ministre, vice-président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, *Nicole Gnesotto*, directeur, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IES-UE), *Dominique Moïsi*, conseiller spécial, Ifri, et *Philippe Moreau Defarges*, chercheur, co-directeur du RAMSES, Ifri.

Présidence : *Philippe Moreau Defarges*.

28 juin - L'Amérique et le monde Avec *Stanley Hoffmann*, professeur à l'Université Harvard (États-Unis).

Présidence : *Dominique Moïsi*.

Juillet

6 juillet - Pakistan : un ancrage pour la paix et la stabilité dans la région Avec *Khurshid Kasuri*, ministre des Affaires étrangères du Pakistan.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

7 juillet - Islam et intégration en France et en Allemagne Avec *Lale Agkün*, députée du Bundestag, et *Alima Boumediene-Thiery*, sénatrice.

En collaboration avec la Friedrich Ebert Stiftung

Présidence : *Khadija Mohsen-Finan*.

Septembre

14 septembre - La montée des superpuissances : friction et coopération dans les relations du Japon avec les superpuissances asiatiques émergentes Avec *Yukio Okamoto*, ancien conseiller pour la politique étrangère de Junichiro Koizumi.

Présidence : *Valérie Niquet*.

14 septembre - Les relations Turquie-UE dans une nouvelle ère Avec *Abdullah Gül*, ministre des Affaires étrangères de Turquie.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

18 septembre - Après la guerre : le Moyen-Orient en recomposition ? Avec *Thierry de Montbrial*, directeur général, *Denis Bauchard*, conseiller, Moyen-Orient/Maghreb, *Étienne de Durand*, responsable des études de sécurité, *Dominique Moïsi*, conseiller spécial, et *Dorothee Schmid*, chargée de recherche, Ifri.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

22 septembre - La situation économique et politique de la Bulgarie à la veille de son adhésion à l'UE Avec *Irina Bokova*, ambassadeur de Bulgarie à Paris, et *Yves Saint-Geours*, ambassadeur de France en Bulgarie.

Présidence : *Éliane Mossé*.

Octobre

12 octobre - Les derniers élargissements : succès et difficultés Avec *Laszlo Kovacs*, commissaire européen.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

18 octobre - Africa : The Road to Opportunity Avec *Paul Wolfowitz*, président de la Banque mondiale.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

19 octobre - L'aide au développement atteint-elle vraiment son but ? En collaboration avec « The Economist ». Avec *Andrew Mwenda*, political editor, « The Monitor » (Ouganda), *Françoise Nicolas*, chercheur, Ifri, *Antoine Peigney*, directeur des relations et des opérations internationales, Croix-Rouge française, *Alex Singleton*, directeur général, The Globalization Institute.

Débat animé par *Simon Cox*, Economics correspondent, « The Economist ».

25 octobre - La Moldavie aux frontières de l'Europe Avec *Marian Lupu*, président du Parlement de Moldavie.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

26 octobre - La tragédie du Darfour Avec *Ronny Brauman*, directeur de recherche, Fondation Médecins sans Frontières.

Présidence : *Dominique Moïsi*

Novembre

2 novembre - L'Irak de demain Avec *Jalal Talabani*, président de la République d'Irak.

Présidence : *Thierry de Montbrial*.

14 novembre - Faut-il s'inquiéter pour l'avenir de l'Union européenne ? Avec *Michael Frendo*, ministre des Affaires étrangères de Malte.

Présidence : *Philippe Moreau Defarges*.

16 novembre - L'Iran et l'arc chiite : entre mythe et réalité Avec *Mohammad-Reza Djallili*, professeur, Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), Genève, et *Yann Richard*, professeur, Université Paris III-Sorbonne nouvelle.

Présidence : *Denis Bauchard*.

Décembre

5 décembre - La Pologne dans l'Union européenne Avec *Pawel Zalewski*, chef de la Commission des affaires étrangères à la Diète polonaise, membre du parti Droit et justice (PiS).

Présidence : *Philippe Moreau Defarges*.

L'équipe

(à la date du 20 juin 2007)

Thierry de Montbrial

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur général
Thérèse Vigne, assistante

Dominique David

Directeur exécutif
Nadia Fraoli, assistante

Dominique Moïsi

Conseiller spécial

Marie-Claude de Saint-Hilaire

Chargée de mission auprès du directeur général

Recherche

Europe

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

Hans Stark
Claire Demesmay
Anne-Lise Barrière, Claire Rothfuss, assistantes de recherche

Centre franco-autrichien CFA

Éliane Mossé, conseiller
Martine Breux, assistante

Eur- ifri

Pierre Defraigne
Claire Quériat, assistante

Centre asie ifri

Valérie Niquet
Françoise Nicolas
Martine Breux, assistante

Centre Russie/NEI

Thomas Gomart
Tatiana Jean, Adrian Dellecker, assistants de recherche
Catherine Meniane, assistante

Centre Moyen-Orient/Maghreb

Denis Bauchard, conseiller
Khadija Mohsen-Finan
Dorothee Schmid
Raed Bader
Clément Therme, assistant de recherche
Jeanne Frey, assistante

Centre des études de sécurité

Étienne de Durand
Jean Klein
Aline Lebœuf
Jolyon Howorth, Marc Hecker
Kerry Longhurst, Krzysztof Soloch
Françoise Thomas, assistante

Laboratoire de recherche sur la défense (LRD)

Étienne de Durand
Philippe Coquet
Aline Lebœuf
Françoise Thomas, assistante

Programme Économie mondiale

Ethan Kapstein
Luis Miotti

Programme Commerce international

Olivier Louis

Programme Gouvernance européenne et géopolitique de l'énergie

Jacques Lesourne
Jan Keppler
Maité Jaureguy-Naudin
Nadia Fraïoli, assistante

Programme transatlantique

Dominique Moïsi, coordination scientifique
Thomas Gomart, Hans Stark

Programme Espace

Laurence Nardon
Nadia Fraïoli, assistante

Programme Migrations, identités, citoyenneté

Christophe Bertossi
Martine Breux, assistante

RAMSES

Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, co-directeurs de la publication
Marie-Claire Bani-Amer, assistante

Politique étrangère

Dominique David, rédacteur en chef

Publications

Delphine Renard, responsable
Marielle Roubach, secrétaire de rédaction

Les biographies des chercheurs sont disponibles sur le site de l'Ifri (www.ifri.org).

Développement

Direction du développement

Brynhild Dumas, directeur
Dominique Desgranges, recherche et gestion des prospects
Cécile Campagne, relations avec les entreprises adhérentes
Marie-France Feigenbaum, relations avec les membres individuels et les ambassades

Communication

Natacha Crance, chargée de communication
Édouard Laniesse, webmestre

Secrétariat général

Florent Baran, secrétaire général
Corinne Bureau, adjointe au secrétaire général
Alexandre Houdayer, chargé de mission
Bernadette Chartrin, comptable
Françoise Henry, assistante
Dayra Gastine, Barbara M'Chrii, hôtesse
Alex Maleau, technicien

Bibliothèque-Documentation

Olivier Javay
Daniel Marier
Azra Isakovich

Services généraux

Nathalie Hartmann, responsable
Selim Bouabsa, Mhenna Larbes

Informatique

Daniel Safon, informaticien

Conseil d'administration

(à la date du 20 juin 2007)

Président

Bertrand Collomb, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, président d'honneur de Lafarge

Vice-président secrétaire

René Galy-Dejean, maire du XV^e arrondissement de Paris

Vice-président trésorier

Pierre Joxe, ancien ministre, membre du Conseil constitutionnel

Membres

Robert Badinter, ancien ministre, sénateur

François Bujon de l'Estang, ambassadeur de France, président de Citigroup France

Michel Camdessus, gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien directeur général du FMI

Jean-Claude Casanova, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de la revue *Commentaire*

Alain Dejammet, ambassadeur de France

Bertrand Dufourcq, ambassadeur de France, ancien président de la Fondation de France

Alain Dupont, président-directeur général de Colas

Denis Gautier-Sauvagnac, président de l'UIMM

Jean-Pierre Hansen, directeur général en charge des opérations et vice-président du comité exécutif de Suez

Anne-Marie Idrac, ancien ministre, président de la SNCF

Alain Lamassoure, ancien ministre, député au Parlement européen

André Lévy-Lang, professeur associé émérite à l'Université Paris IX-Dauphine

Philippe Marini, sénateur, rapporteur général de la commission des finances

Christine Ockrent, journaliste, écrivain

Jean Peyrelevalde, vice-président de Leonardo France

Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

Louis Schweitzer, président du conseil d'administration de Renault

Hubert Védrine, ancien ministre, associé gérant d'Hubert Védrine Conseil

Simone Veil, ancien ministre d'État, ancien président du Parlement européen

André Villeneuve, président de Euronext.LIFFE

Xavier de Villepin, sénateur honoraire

Conseil stratégique

(à la date du 20 juin 2007)

Président

Thierry de Montbrial, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur général, Ifri

Membres

Jean d'Amecourt, directeur, Délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense

François Bujon de l'Estang, président, CITIGROUP France

Jean-Claude Casanova, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur de la revue *Commentaire*

Bertrand Collomb, président, Lafarge

Marta Dassu, directeur, Aspen Institute Italia

Thérèse Delpech, directeur chargée de la Prospective, Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

Nicole Gnesotto, ancien directeur de l'Institut d'études de sécurité-Union européenne (IES-UE)

Pierre Jacquet, directeur exécutif, Agence française de développement (AFD)

Dr Karl Kaiser, Ralph I. Strauss Visiting Professor, Harvard University

Bassma Kodmani, chercheur associée au Collège de France, directrice, Arab Reform Initiative (ARI)

Pierre Levy, directeur du Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères

Dominique Moisi, conseiller spécial, Ifri

Jean-Christophe Romer, directeur, Centre d'études d'histoire de la défense

Olivier Roy, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Annexe financière

Bilan (euros)

| ACTIF | 2005 | 2006 | | | PASSIF | 2005 | 2006 |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| | net | brut | amortissement provisions | net | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | FONDS PROPRES | | |
| Immobilisations incorporelles | 9 814 | 227 063 | 217 167 | 9 896 | Fonds associatif sans droit de reprise | 8 470 553 | 8 470 553 |
| Immobilisations corporelles | 7 966 094 | 11 020 504 | 3 275 328 | 7 745 176 | Réserve | 1 203 251 | 991 451 |
| Immobilisations financières | 44 747 | 51 088 | 10 061 | 41 027 | Fonds de dotation | 47 | 47 |
| | | | | | Résultat comptable de l'exercice | -211 800 | 3 179 |
| ACTIF IMMOBILISÉ | 8 020 655 | 11 298 655 | 3 502 556 | 7 796 099 | TOTAL FONDS ASSOCIATIFS | 9 462 051 | 9 465 230 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 296 830 | 280 125 |
| Stocks | 2 514 | 2 515 | | 2 515 | FONDS DÉDIÉS | 41 702 | 115 258 |
| Autres créances / Avances et acomptes | 63 630 | 72 827 | | 72 827 | DETTES | | |
| Clients et comptes rattachés | 600 663 | 643 278 | | 643 278 | Dettes financières | 250 | 250 |
| Compte courant d'associés | 722 | | | | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 236 624 | 269 776 |
| Valeurs mobilières de placement | 1 883 626 | 2 231 820 | | 2 231 820 | Dettes sociales et fiscales | 516 917 | 571 454 |
| Disponibilités | 81 670 | 42 418 | | 42 418 | PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 151 522 | 154 618 |
| Charges constatées d'avance | 52 416 | 67 754 | | 67 754 | PASSIF | 10 705 896 | 10 856 711 |
| ACTIF CIRCULANT | 2 685 241 | 3 060 612 | | 3 060 612 | | | |
| ACTIF | 10 705 896 | 14 359 267 | 3 502 556 | 10 856 711 | | | |

Compte de résultat (euros)

| CHARGES | 2005 | 2006 |
|--|-----------|-----------|
| Achats | 83 376 | 97 502 |
| <i>Fournitures de bureau</i> | 38 202 | 46 697 |
| <i>EDF /GDF /Eau</i> | 16 364 | 20 640 |
| <i>Ouvrages</i> | 28 810 | 30 165 |
| Autres charges externes | 1 732 344 | 1 434 371 |
| <i>Frais d'impression</i> | 41 896 | 42 610 |
| <i>Loyers & charges locatives</i> | 141 807 | 149 970 |
| <i>Entretien /réparation</i> | 118 755 | 105 433 |
| <i>Assurances diverses</i> | 16 864 | 19 429 |
| <i>Documentation</i> | 69 796 | 57 517 |
| <i>Honoraires</i> | 752 269 | 647 850 |
| <i>Cotisations</i> | 12 468 | 7 662 |
| <i>Missions /récept. /déplacements</i> | 474 545 | 322 144 |
| <i>P & T</i> | 103 944 | 81 756 |
| Impôts et autres taxes | 245 211 | 267 501 |
| Traitements et charges soc. | 2 757 983 | 2 814 341 |
| Engagements à réaliser sur ressources | 1 700 | 115 255 |
| Amortissements et provisions | 307 802 | 276 067 |
| Charges d'exploitation | 5 128 416 | 5 005 037 |
| | | |
| Charges financières | 12 371 | 2 838 |
| | | |
| Charges exceptionnelles | 164 000 | 23 286 |
| | | |
| Excédent après impôt | | 3 179 |
| | | |
| TOTAL | 5 304 787 | 5 034 340 |

| RESSOURCES | 2005 | 2006 |
|---|-----------|-----------|
| Subventions | 1 893 497 | 1 957 510 |
| | | |
| Ressources propres | 2 877 111 | 2 937 456 |
| <i>Cotisations et dons</i> | 980 794 | 1 000 957 |
| <i>Soutiens de programme et contrats</i> | 1 840 787 | 1 865 663 |
| <i>Autres ressources</i> | 55 530 | 70 836 |
| | | |
| Reprise sur provision engagement retraite | | 16 705 |
| Reprise de fonds dédiés | 184 699 | 41 700 |
| | | |
| Produits d'exploitation | 4 955 307 | 4 953 371 |
| | | |
| Produits financiers | 56 599 | 60 467 |
| | | |
| Produits exceptionnels | 81 081 | 20 502 |
| | | |
| Perte après impôt | 211 800 | |
| | | |
| TOTAL | 5 304 787 | 5 034 340 |



27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15

Tél. : 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax : 33 (0) 1 40 61 60 60

www.ifri.org